

MDN :

Saisie de plus de 700 kilogrammes de kif traité à Béchar

page 2

ED DIWAN

N°2402

Quotidien national d'informations | Mercredi 04 Novembre 2026 | - Prix : 15 DA Tirage 2000

LE PREMIER MINISTRE, M. SIFI GHRIEB :

« Un système national de financement climatique nécessite la conjugaison des efforts des différents secteurs et institutions économiques et financières »



page 3

Actualité

Le président de la République reçoit le ministre de la Culture du Royaume d'Arabie saoudite 2



ALGERIE- TCHAD:

Ahmed Attaf à N'Djamena pour une visite officielle 2

Les priorités de l'UGTA sur les salaires, l'emploi et le dialogue social, dévoilée 3

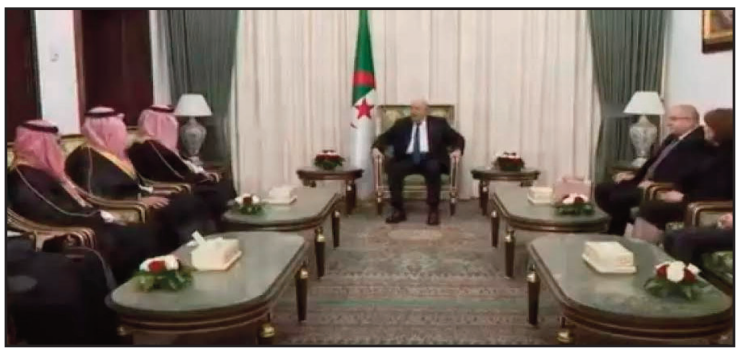
ONPO :

Prolongation de l'opération de paiement des frais du Hadj du 3 au 5 novembre

p3

Le président de la République reçoit le ministre de la Culture du Royaume d'Arabie saoudite

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, mardi, le ministre de la Culture du Royaume d'Arabie saoudite, Son Altesse le Prince Bader bin Abdullah bin Farhan Al Saoud, et la délégation l'accompagnant.



L'audience s'est déroulée en présence du directeur de Cabinet de la Présidence de la République, M. Lounès Magramane, de la ministre de la Culture et des Arts, Mme Malika Bendouda, et du conseiller auprès du président de la République, chargé des affaires diplomatiques, M. Amar Abba.

ALGERIE - PAYS-BAS

Examen des relations de partenariat et de coopération dans le secteur de l'énergie et des énergies renouvelables

Le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, Mourad Adjal, a reçu le ministre des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas, Tom Berendsen, avec lequel il a examiné les moyens de renforcer et d'élargir les relations de coopération et de partenariat entre les deux pays dans le domaine de l'énergie notamment l'électricité, les énergies nouvelles et renouvelables et l'hydrogène vert, indique mardi un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, tenue lundi en présence de l'ambassadeur d'Algérie aux Pays-Bas et de l'ambassadeur des Pays-Bas en Algérie, les deux parties ont évoqué "les opportunités de développer la coopération dans le domaine de l'hydrogène vert, notamment à travers la mise à profit de l'expertise et de l'expérience néerlandaises, l'échange de connaissances et de technologies, ainsi que l'examen des moyens de concrétiser des projets communs à même de soutenir le développement de cette filière stratégique et de renforcer la contribution des énergies renouvelables dans le mix énergétique", précise la même source. Dans ce contexte, le projet de mémorandum d'entente dans les domaines de l'hydrogène et de la transition énergétique, actuellement en concertation entre les deux parties, a été examiné, "en tant que cadre permettant de définir les domaines de coopération et de développer le partenariat bilatéral, outre l'examen des perspectives de coopération dans les domaines de l'efficacité énergétique, de la formation et de l'échange d'expertises". A cette occasion, M. Adjal a souligné l'importance de renforcer les relations de coopération bilatérale afin de tirer profit des expériences et des expertises mutuelles et de promouvoir les partenariats économiques et techniques, dans le cadre des objectifs stratégiques des deux pays en matière de transition énergétique. De son côté, M. Berendsen a exprimé l'intérêt de son pays pour le développement de la coopération avec l'Algérie dans le secteur de l'énergie, soulignant l'importance de consolider le partenariat bilatéral et d'explorer de nouvelles opportunités de coopération et d'investissement, notamment dans les domaines des énergies propres et de l'hydrogène vert. A l'issue de la rencontre, les deux parties sont convenues de la mise en place d'un groupe de travail conjoint, chargé d'accélérer la finalisation du projet de mémorandum d'entente, de manière à donner un nouvel élan aux relations de coopération entre les deux pays, et à permettre une exploitation optimale des opportunités de partenariat prometteuses et mutuellement bénéfiques offertes aux deux parties, conclut le communiqué.

ALGERIE- NIGER :

Une coopération énergétique marquant de nouvelles perspectives d'intégration au Sahel et au continent

L'Algérie renforce sa coopération et son partenariat énergétique avec le Niger à travers le développement des approvisionnements en produits pétroliers et le transfert de son savoir-faire dans le domaine des hydrocarbures, marquant ainsi de nouvelles perspectives de coopération et d'intégration économique dans la région du Sahel et dans le continent. L'arrivée, le 1er Novembre courant, à Agadez, dans le nord du Niger, d'un convoi composé de 53 camions-citernes algériens transportant 1,65 million de litres de produits pétroliers en provenance de la raffinerie d'Adrar constitue une nouvelle étape concrète dans cette dynamique. Elle illustre la capacité de l'Algérie à traduire ses relations bilatérales en partenariats sur le terrain, répondant aux besoins d'un secteur vital et offrant à la partie nigérienne une source supplémentaire d'approvisionnement. L'importance de cette opération, au cours de laquelle les camions ont parcouru près de 2.000 kilomètres pour rejoindre le dépôt de la Société nigérienne des produits pétroliers (SONIDEP), selon la plateforme nigérienne «Infos du Sahel», réside dans la mise des capacités algériennes en matière de raffinage et d'approvisionnement au service de l'élargissement des options d'approvisionnement du Niger, d'autant que cette cargaison permet de renforcer les sources d'approvisionnement et d'offrir une voie supplémentaire pour répondre aux besoins du marché nigérien. La portée de cette initiative ne se limite pas au volume de la cargaison ou à son apport en matière d'approvisionnement. Elle met également en évidence le rôle que l'Algérie peut jouer dans la diversification des voies d'acheminement des hydrocarbures vers le Niger.

ALGERIE- TCHAD:

Ahmed Attaf à N'Djamena pour une visite officielle

Le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, est arrivé aujourd'hui à N'Djamena, la capitale tchadienne, dans le cadre d'une visite officielle, a indiqué le ministère dans un communiqué. « Cette visite s'inscrit dans le cadre des efforts communs visant à renforcer la dynamique des relations bilatérales entre les deux pays frères, ainsi qu'à la consultation et à la coordination sur les principaux défis à l'échelle régionale et continentale », a souligné la même source. Lors de cette visite, le ministre d'État sera reçu par le Président de la République du Tchad, Chef de l'État, le Maréchal Idriss Déby Itno, à qui il remettra un message écrit de son frère, le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a conclu le communiqué.

HYDROCARBURES :

M. Arkab souligne l'orientation de l'Algérie vers le développement d'un secteur durable et le renforcement des investissements dans les technologies propres

Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, M. Mohamed Arkab, a souligné, mardi à Alger, la volonté de l'Algérie de réaliser un développement durable, à travers la poursuite des efforts visant à développer le secteur des hydrocarbures, à renforcer sa durabilité, à réduire les émissions de gaz à effet de serre, à promouvoir les technologies propres et à consolider les capacités d'adaptation aux effets des changements climatiques. S'exprimant lors d'une séance ministérielle, organisée dans le cadre d'un atelier national sur le financement climatique et les marchés du carbone, M. Arkab a précisé que l'Algérie, forte de ses engagements internationaux et de sa volonté de réaliser un développement durable, poursuivait ses efforts pour développer le secteur des hydrocarbures, renforcer sa durabilité, réduire les émissions de gaz à effet de serre, promouvoir les technologies propres et consolider les capacités d'adaptation aux effets des changements climatiques. Dans ce sillage, le ministre d'Etat a relevé l'importance de «mobiliser d'importantes capacités nationales et d'explorer les opportunités de coopération internationale et de financements innovants, à même d'orienter les investissements vers des projets économiquement viables et à impact climatique mesurable». Il a, en outre, insisté sur la nécessité de faire du financement climatique un levier au service du développement national et non une simple ressource financière additionnelle, réaffirmant l'impératif d'aligner les choix retenus sur les priorités socioéconomiques du pays, dans le respect des exigences de sécurité énergétique, de compétitivité industrielle, de transfert de technologie et de développement des compétences nationales.

MDN :

Saisie de plus de 700 kilogrammes de kif traité à Béchar

Plus de 700 kilogrammes de kif traité ont été saisis par un dispositif sécuritaire combiné de l'Armée nationale populaire et des Douanes algériennes, indique mardi, un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la protection et la sécurisation des frontières nationales, et en continuité des efforts consentis dans la lutte contre la criminalité organisée, notamment la contrebande et le narcotrafic de touts genres, un dispositif sécuritaire combiné de l'Armée nationale populaire et des Douanes Algériennes, a procédé, lors d'une opération de fouille au niveau du Secteur militaire de Béchar en 3ème Région militaire, hier lundi 2 novembre 2026, à la saisie de (707.45) kilogrammes de kif traité», précise la même source. «Cette opération de qualité confirme, une fois de plus, la disponibilité et la vigilance des unités de l'Armée nationale populaire et des différents services de sécurité à lutter contre toutes les tentatives visant à porter atteinte à la sécurité et la sérénité du citoyen», conclut le communiqué du MDN.

ED-DIWAN
Quotidien National d' Informations
Edité par EURL Société Seghir de communication
Le Site : www.fr.eddiwan.dz

BUREAU D'ORAN :
12 BD DE L'ALN / E - ORAN
BUREAU D'ALGER :
Cite bois des pins ALGER
Directrice de la publication
FATIMA-ZOHRA SEGHIR

Impression : SIA
Z I el Alia - Beb Ezzouar - Alger
DIFFUSION: eldjazairdoc.com
« Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité »
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur-Alger.
Téléphone : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48/020.05.13.45/020.05.13.77
agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

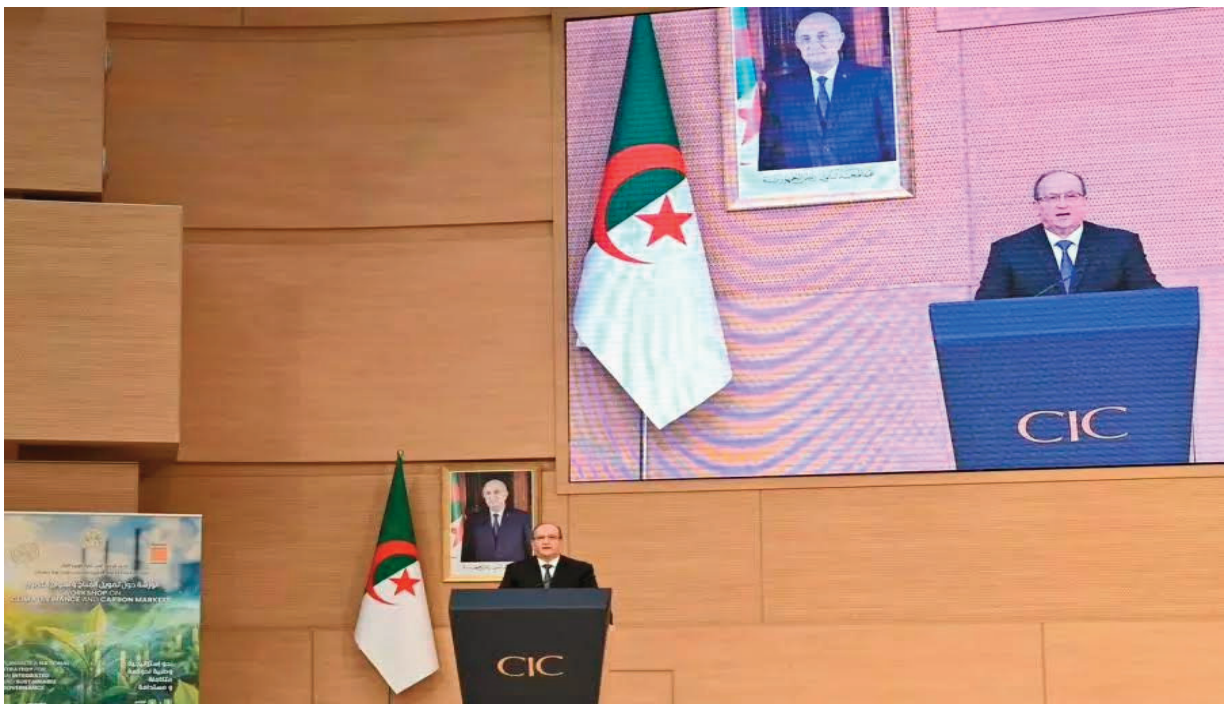
Le Site :
www.fr.eddiwan.dz
Email :
contact@eddiwan.dz
esc.societe@gmail.com
0660 74 95 86
Service Publicité
Tel : 0770 77 03 30
FAX : 042 30 81 57

Les textes et les photographies envoyés ou remis à la rédaction ne peuvent être rendus ni faire l'objet d'aucune réclamation.
Reproduction interdite de tout article sauf accord de la direction du journal.

LE PREMIER MINISTRE, M. SIFI GHRIEB :

« Un système national de financement climatique nécessite la conjugaison des efforts des différents secteurs et institutions économiques et financières »

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a indiqué, hier à Alger, que la mise en place d'un système national de financement climatique nécessite la conjugaison des efforts des différents secteurs et institutions économiques et financières, ainsi que des universités, des centres de recherche et de l'expertise internationale, à la faveur d'un mécanisme de coordination efficace garantissant la cohérence des politiques publiques y afférentes.



Dans une allocution prononcée à l'ouverture des travaux d'un atelier sur le financement climatique et les marchés du carbone, organisé au Centre international de conférences (CIC) Abdelatif-Rahal, le Premier ministre a appelé à impliquer davantage le secteur privé national dans le financement des projets climatiques et à réunir les conditions permettant aux banques et aux institutions financières nationales de contribuer efficacement à cette démarche, tout en attirant les financements et les investissements étrangers. Il a souligné que l'Algérie, qui avance à pas sûrs sur la voie de la transition énergétique et technologique, est pleinement consciente que la transformation climatique est indissociable de la transformation économique et technologique. Dans ce contexte, M. Ghrieb a souligné que les efforts déployés par les entreprises économiques nationales, notamment Sonatrach et Sonelgaz, constituent une partie essentielle du processus de transition énergétique et de diversification économique, en particulier à travers la mise en œuvre du programme de développement de l'énergie solaire, qui représente l'un des principaux composants de la décarbonation du mix énergétique national. Ces efforts englobent également la réduction des émissions à travers l'élimination du torchage de gaz routinier, l'objectif de zéro émission de méthane à l'horizon 2030, ainsi que la promotion de l'efficacité énergétique, le captage de carbone et le développement de l'hydrogène vert. Sur le plan international, le Premier ministre a fait savoir que l'Algérie contribue activement au débat sur le climat en défendant une approche juste et équilibrée, respectueuse des spécificités des Etats et de leur droit au développement, à travers une position de négociation forte, reposant sur une vision claire visant à protéger les économies des pays en développement et producteurs d'énergie et à peser sur l'avenir du financement climatique et des marchés du carbone, en tenant compte des réalités et des besoins des pays du Sud. Par la même occasion, il a réitéré l'attachement de l'Algérie au principe des «responsabilités communes mais différenciées» et son appel à intensifier la coopération internationale, notamment en matière de financement, de transfert de technologie et de renforcement des capacités, mettant en relief l'importance des opportunités offertes par cette dynamique pour une économie nationale forte et durable. Concernant les mécanismes de financement internationaux, notamment le Fonds vert pour le climat, M. Ghrieb a souligné la nécessité pour ces derniers de jouer un rôle plus réactif et efficace, en simplifiant les procédures d'accès au financement climatique, en dépassant les lourdeurs administratives, en renforçant les subventions et les financements concessionnels, en fournissant les garanties d'investissement nécessaires et en soutenant le transfert de technologies afin de permettre aux pays en développement d'honorer leurs engagements climatiques. Au terme de son allocution, le Premier ministre a expliqué que la réussite de cette démarche se mesurera à la capacité de transformer les stratégies en investissements concrétisés sur le terrain dans le domaine de la réduction des émissions et du renforcement de l'adaptation et de la résilience, tout en maintenant la dynamique du développement national, appelant les participants à faire de cet atelier un espace de dialogue sérieux et de propositions concrètes à même de contribuer à la mise en place d'un système national intégré et durable de financement climatique et des marchés du carbone.

Les priorités de l'UGTA sur les salaires, l'emploi et le dialogue social, dévoilée

L'élargissement des augmentations salariales au secteur privé, la protection des travailleurs contractuels, la révision de certaines dispositions législatives encadrant les relations de travail et une meilleure prise en charge du harcèlement en milieu professionnel figurent parmi les principales préoccupations de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA). Son secrétaire général, Amar Takdjout, a présenté plusieurs pistes d'action et propositions lors de son passage hier sur les ondes de la Radio algérienne, abordant également les questions du pouvoir d'achat, de la spéculation et du dialogue avec les organisations patronales.Dans un contexte marqué par la préparation du projet de loi de finances 2027 et les préoccupations liées à l'évolution des prix, le responsable syndical a notamment insisté sur « la nécessité de mieux maîtriser l'inflation et les pratiques spéculatives ». Selon lui, « la hausse des salaires, engagée ces dernières années, doit être accompagnée de mesures permettant de préserver durablement le pouvoir d'achat des ménages. »Il rappelle que « les augmentations ont été appliquées de manière différenciée selon les secteurs et les capacités financières des entreprises. Si certaines ont pu consentir des efforts significatifs en faveur de leurs salariés, d'autres rencontrent davantage de difficultés ». Amar Takdjout estime ainsi que « la question dépasse le seul cadre salarial et nécessite une réflexion collective sur les mécanismes de régulation des prix. »Dans cette perspective, il propose l'organisation d'assises ou de rencontres consacrées à l'inflation et à la spéculation, avec la participation des organisations syndicales, politiques, associatives et des différents acteurs économiques. « Les organisations politiques, sociales, syndicales qui ne produisent pas d'idées, qui ne font pas de propositions, ce sont des organisations qui sont mortes », a-t-il déclaré, appelant à multiplier les espaces de réflexion et de concertation.

Le dialogue social au cœur des priorités

Le renforcement du dialogue entre l'UGTA et les organisations patronales constitue un autre axe important de son intervention. Amar Takdjout se dit « favorable à la reprise des rencontres entre les partenaires sociaux afin d'examiner les difficultés rencontrées par les entreprises, d'anticiper les tensions et de rechercher des solutions concertées. »« Nous sommes disposés à discuter avec nos partenaires », a-t-il affirmé, lançant ainsi un appel à la relance des échanges formels entre les organisations syndicales et patronales, estimant que « la préservation du caractère social de l'État et l'amélioration du bien-être des travailleurs nécessitent l'implication de tous les acteurs concernés. »Le responsable de l'UGTA a également évoqué la poursuite de la dynamique des augmentations salariales et la revalorisation du salaire national minimum garanti (SNMG), rappelant que « des augmentations ont été décidées pour les années 2025 et 2026 et que le président de la République s'est également engagé sur une nouvelle augmentation en 2027. Leur répercussion doit concerner aussi bien les administrations que les entreprises économiques. »

La situation des contractuels et des travailleurs indépendants

La protection des travailleurs contractuels constitue également un dossier auquel Amar Takdjout souhaite accorder une attention particulière, relevant que « certains salariés demeurent sous contrat pendant de très longues périodes, parfois dix, quinze, voire trente années, alors qu'ils occupent des postes répondant à des besoins permanents. »« Quand on maintient un travailleur 10 ans, 15 ans, c'est un poste permanent et on ne se raconte pas d'histoire », a-t-il souligné. Pour lui, « cette situation mérite un examen entre partenaires sociaux afin d'étudier les possibilités d'insertion dans des emplois permanents et de mieux garantir les droits des salariés. »Il pose également la question des conditions de rupture des contrats et du respect des indemnisations prévues en cas de licenciement, y compris pour « motif économique ». L'objectif, selon lui, est de parvenir à « un meilleur équilibre entre les exigences de fonctionnement des entreprises et la protection des travailleurs. »Dans le même esprit, le secrétaire général de l'UGTA plaide pour « un élargissement de la représentation syndicale aux catégories qui restent insuffisamment organisées, notamment les retraités, les salariés précaires et les travailleurs indépendants. Les chauffeurs de taxi, les camionneurs, les coiffeurs et les plombiers sont notamment concernés. »« La force d'une société, c'est son organisation », a-t-il expliqué, estimant que « ces catégories doivent pouvoir disposer de cadres représentatifs leur permettant de défendre leurs intérêts et de participer au dialogue social. »Il a, par ailleurs, insisté sur « la nécessité de mieux organiser les activités commerciales, notamment dans les circuits de commercialisation des produits agricoles », préconisant « une meilleure identification des commerçants et des opérateurs économiques », ainsi « qu'une adhésion effective aux structures professionnelles et aux chambres de commerce, afin de contribuer à une régulation plus efficace du marché. »

Des amendements transmis au ministère du Travail

Sur le volet législatif, Amar Takdjout a fait état des propositions d'amendement élaborées par l'UGTA concernant les deux textes promulgués en 2023, relatifs à l'exercice du droit syndical et à la prévention et au règlement des conflits collectifs de travail ainsi qu'au droit de grève.Il précise « qu'une commission installée au sein de la centrale syndicale a travaillé sur ces questions et que les propositions ont été transmises au ministère du Travail depuis six à sept mois ».Il révèle que « les amendements portent notamment sur les relations de travail, l'exercice du droit syndical et la situation des travailleurs indépendants », souhaitant ainsi ouvrir une discussion avec le ministère du Travail et les organisations patronales « pour examiner les ajustements susceptibles d'être apportés à ces dispositions. »Amar Takdjout a notamment évoqué « la nécessité de mieux prendre en compte les travailleurs indépendants, dont les difficultés avaient été particulièrement visibles durant la crise sanitaire », estimant que « ces professionnels doivent pouvoir s'organiser et disposer d'interlocuteurs représentatifs dans le cadre d'une concertation permanente. »

La santé psychologique et le harcèlement en milieu professionnel

Autre dossier mis en avant, la prévention de la violence morale et du harcèlement en milieu professionnel. Sur cette question, précise-t-il, « l'UGTA travaille avec des organisations internationales à travers des actions de sensibilisation, des séminaires et des conférences », soulignant que « les situations de souffrance psychologique, de burn-out et de harcèlement concernent différentes catégories de salariés, y compris des cadres ». Il souhaite notamment « disposer de données plus précises auprès de la Sécurité sociale et de la médecine du travail ».Pour Amar Takdjout, « la prévention doit mobiliser l'ensemble des acteurs de l'entreprise, à commencer par les responsables et les dirigeants, auxquels incombe également la préservation de la santé et de la sécurité des salariés. »« Quand on rentre dans l'entreprise, on est censé être préservé. C'est la loi », a-t-il rappelé, insistant sur « la nécessité de garantir un environnement professionnel favorable à l'épanouissement et à l'accomplissement des travailleurs. »

Prolongation de l'opération de paiement des frais du Hadj du 3 au 5 novembre

L'Office national du pèlerinage et de la Omra (ONPO) a annoncé lundi soir dans un communiqué, la prolongation «exceptionnelle» des délais de paiement des frais du Hadj au titre de la saison 1448H/2027, du mardi 3 novembre au jeudi 5 novembre 2026.«L'Office national du pèlerinage et de la Omra informe les pèlerins n'ayant pas encore finalisé l'opération de paiement des frais du Hadj pour la saison 1448H/2027 que, exceptionnellement, la date limite de paiement est prolongée du mardi 3 novembre 2026 au jeudi 5 novembre 2026 à 18h00», selon le communiqué.L'Office a précisé que «cette prolongation s'applique à tous les modes de paiement agréés», ajoutant que «les personnes concernées sont priées de finaliser l'opération de paiement durant cette période exceptionnelle».

M. Arkab examine avec le ministre néerlandais des Affaires étrangères le renforcement de la coopération et du partenariat dans le domaine des hydrocarbures

Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a reçu, hier lundi, le ministre des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas, Tom Berendsen, qui effectue une visite de travail en Algérie.



Les deux parties ont examiné les moyens de renforcer la coopération et le partenariat entre les deux pays dans le domaine des hydrocarbures, indique un communiqué du ministère. Cette rencontre, qui s'est déroulée en présence des ambassadeurs des Pays-Bas en Algérie et d'Algérie aux Pays-Bas, ainsi que du président de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT), Abdelkader Cherfaoui, et de cadres des deux parties, a été l'occasion de passer en revue l'état des relations bilatérales et d'examiner les moyens de renforcer la coopération et le partenariat entre les deux pays dans le domaine des hydrocarbures, notamment au regard des potentialités disponibles et des opportunités de développement des échanges commerciaux, des investissements et des partenariats industriels et technologiques, précise la même source. Dans ce contexte, les deux parties se sont félicitées de la dynamique positive que connaissent les relations de coopération entre les entreprises des deux pays, notamment dans le domaine de la commercialisation des hydrocarbures, y compris le pétrole brut, les condensats, les produits pétroliers raffinés, le gaz de pétrole liquéfié (GPL), ainsi que le gaz naturel liquéfié (GNL). Les deux parties ont également souligné l'importance de poursuivre le renforcement de ces échanges et de développer la coopération dans les domaines du raffinage, de la pétrochimie, de la protection de l'environnement, de la formation, de l'échange d'expertises et du transfert des technologies modernes dans l'industrie pétrolière et gazière, ajoute le communiqué. Les entretiens ont également porté sur les perspectives d'élargissement de la coopération et d'intensification des investissements conjoints en matière de recherche, d'exploration et de développement des infrastructures liées à l'industrie des hydrocarbures. Lors de cette rencontre, M. Arkab a présenté un exposé sur les programmes de développement du secteur des hydrocarbures en Algérie ainsi que sur les opportunités d'investissement qu'il offre, invitant les entreprises néerlandaises à renforcer leur présence sur le marché algérien et à tirer parti de ces opportunités, notamment en participant à l'appel d'offres «Algeria Bid Round 2026». Par ailleurs, le développement du partenariat technologique entre les sociétés et les entreprises algériennes et néerlandaises a constitué un axe important des entretiens. Les deux parties ont ainsi examiné les moyens de renforcer la coopération avec plusieurs entreprises néerlandaises, en coordination avec l'Agence néerlandaise pour l'entreprise (RVO), le groupe Sonatrach et ses filiales, en vue de consolider les échanges d'expertise, de favoriser le transfert de connaissances et de développer des solutions technologiques innovantes. Dans ce cadre, l'accent a été mis sur l'importance de la coopération dans le développement des technologies à faible émission de carbone, la réduction de l'empreinte carbone et des émissions au niveau des installations pétrolières et gazières, ainsi que l'adoption de technologies propres tout au long des chaînes d'approvisionnement. Les deux parties ont également examiné les possibilités de coopération dans le domaine de la fabrication d'équipements destinés à l'industrie pétrolière et gazière, à même de soutenir le développement du tissu industriel national et de renforcer l'intégration locale

M. Khaldi supervise à Tiaret le lancement de la campagne de labours-semailles



Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Sid-Ali Khaldi, a supervisé, ce lundi dans la wilaya de Tiaret, le lancement de la campagne labours-semailles au titre de la saison agricole 2026-2027, au niveau de l'unité de production agricole Si-Abdelkrim, dans la commune de Sebaïne. A cette occasion, le ministre a insisté, lors de la présentation d'un exposé sur les préparatifs et les moyens mobilisés pour assurer le bon déroulement de cette campagne, sur la nécessité de mettre à la disposition des professionnels de la filière l'ensemble des intrants agricoles, notamment les semences traitées et les engrais, ainsi que les équipements agricoles nécessaires, afin de garantir le déroulement de cette opération dans les meilleures conditions. La campagne labours-semailles dans la wilaya de Tiaret porte sur une superficie globale estimée à 300.000 hectares, dont 120.000 hectares consacrés au blé dur, 20.000 hectares au blé tendre, 156.000 hectares à l'orge et 4.000 hectares à l'avoine, a indiqué le directeur des services agricoles, Boualem Mekhaneg. S'agissant des moyens mobilisés, quelque 98.000 quintaux de semences et 25.000 quintaux d'engrais destinés aux différentes cultures ont été mis à la disposition des céréaliers, outre la mobilisation de 2.566 tracteurs et 3.717 charrues, ainsi que d'un nombre important de semoirs. Le ministre s'est également enquis des activités de l'Institut technique régional des grandes cultures, situé dans la commune de Sebaïne, qui a réussi à produire des semences de base adaptées aux conditions climatiques de la région et destinées aux multiplicateurs de céréales. La visite du ministre dans la wilaya se poursuit avec, notamment, la supervision de la pose de la première pierre d'un silo stratégique de stockage de céréales d'une capacité d'un million de quintaux. A cette occasion, une convention de formation sera également signée entre les secteurs de l'Agriculture, de l'Enseignement et de la Formation professionnelle, portant sur la formation dans les différentes spécialités agricoles, ainsi qu'une convention de coopération avec l'université Ibn Khaldoun. Le programme de cette visite prévoit également la supervision de la mise en service d'un projet de raccordement à l'électricité agricole au niveau d'une exploitation agricole privée, ainsi qu'une visite au centre équestre «Chaouchaoua», au chef-lieu de wilaya.

Khaldi souligne l'importance des projets et des investissements orientés vers le développement du secteur agricole à Tiaret

e ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Sid Ali Khaldi, a souligné, hier lundi à Tiaret, l'importance des projets de développement et des investissements publics dont a bénéficié le secteur agricole dans la wilaya, ces dernières années, notamment dans les domaines du raccordement au réseau électrique, de la plantation d'arbres résistants à la sécheresse et de l'extension des superficies irriguées. Dans une déclaration à la presse au terme d'une visite de travail et d'inspection dans la wilaya, le ministre a expliqué que les efforts consentis en matière de développement agricole ont permis de raccorder 1.387 exploitations agricoles à l'électricité, en plus de la plantation de 300 hectares d'arbres rustiques (résistants à la sécheresse) et du creusement de puits, ce qui, a-t-il fait observer, a consolidé «la stabilité des agriculteurs et contribué à soutenir et élargir leur activité agricole et pastorale». Dans le même contexte, M. Khaldi a indiqué que le choix de la wilaya de Tiaret pour donner le coup d'envoi de la campagne labours-semailles de la saison agricole en cours intervient eu égard à son statut de pôle national de production céréalière. Il a souligné avoir donné des instructions aux responsables locaux du secteur pour accompagner les agriculteurs, notamment à travers leur dotation en intrants agricoles, le respect de l'itinéraire technique et le souci d'élargir les superficies cultivées, considérés comme des facteurs indispensables pour gagner le pari de la sécurité alimentaire. Rappelant avoir supervisé la pose de la première pierre pour la réalisation d'un silo stratégique de stockage de céréales d'une capacité d'un (01) million de quintaux dans la commune d'Aïn-Bouchekif, le ministre a indiqué que ce projet s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à renforcer les capacités nationales de stockage des céréales. Durant sa visite d'inspection, M. Khaldi a également présidé l'inauguration du siège de la Chambre agricole de la wilaya de Tiaret, mettant en avant le rôle de cette instance en tant qu'espace de concertation et de coordination pour développer le secteur dans ses différentes filières. Le ministre a conclu sa visite dans la wilaya en s'enquérant de l'activité de l'unité de production «Kaïd-Ahmed», spécialisée dans l'élevage équin et anciennement connue sous le nom de Centre équestre national Chaouacha.

PETROLE:

Le baril de Brent décroche à 104,77 dollars

Les prix du pétrole ont décroché lundi soir, le marché étant très attentif aux évolutions des tensions au Moyen-Orient. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en janvier, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, a perdu 7,64 %, à 104,77 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en décembre, a glissé de 7,36 % à 96,46 dollars.

MILA :

Plus de 2.500 unités logements distribués dans la wilaya

Pas moins de 2.532 logements, relevant des différentes formules d'habitat, ont été distribués dimanche au cours d'une cérémonie organisée au musée du Moudjahid Slimane-Bentobbal de Mila, à l'occasion de la commémoration du 72e anniversaire du déclenchement de la Révolution.



Selon le directeur général du logement au ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire, Mohamed Mordjani, qui a supervisé la cérémonie aux côtés du wali de Mila, Fayçal Amrouche, cette distribution de décisions d'attribution, qui a suivi un hommage à des membres de la famille révolutionnaire, a "concerné plus de 400 logements location-vente (programme AADL 3) à Chelghoum Laïd". Un ensemble d'unités, a-t-il rappelé, ayant été "récemment inspecté par le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire, Mohamed Tarek Belaribi". Au cours de la même cérémonie, des décisions d'attribution de 1.030 unités relevant de la formule LPL (logement public locatif), réalisées dans différentes communes de la wilaya, ont également été remises, en plus de 52 logements relevant de la formule du logement promotionnel aidé (LPA), de 50 unités de la formule du logement promotionnel libre, outre 1.000 aides à l'habitat rural. M. Mordjani a affirmé que les efforts se poursuivent en vue pour réaliser tout le programme AADL 3 à travers le pays, avant de rappeler que ce programme, qui comprend 850.000 logements tel que mentionné sur les lois de finances des années 2025, 2026 et 2027, fait partie du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, portant sur la réalisation, entre 2025 et 2029, de 2 millions d'unités des différentes formules. Dans le cadre du programme de commémoration du 72e anniversaire du déclenchement de la Révolution, il a également été procédé à l'inauguration d'un carrefour reliant la route nationale (RN) n 5A à la RN 79 B à hauteur des limites administratives des communes d'Oued Athmania et de Sidi Khelifa, ainsi que d'un bureau de poste dans la commune d'Oued Athmania, avant que ne soient honorés les vainqueurs d'un tournoi de football intercommunal organisé à cette occasion au stade du Martyr Belkacem Belaid à Mila.

OUARGLA :

Le SG du RND anime une rencontre avec les militants du parti



Le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND), Mondher Boudène, a animé, dimanche soir à Ouargla, une rencontre avec les militants de son parti, en prévision des élections locales prévues le 28 novembre prochain. S'exprimant à cette occasion, M. Boudène a indiqué que les prochaines élections locales constituent pour le RND une opportunité de "faire émerger des compétences aptes à assurer la gestion des communes avec efficacité et responsabilité". Il a ajouté que "les élus sont appelés à œuvrer à la création de richesses, à favoriser l'investissement et à aplanir les contraintes, de sorte à attirer les investisseurs au niveau des collectivités locales". M. Boudène a affirmé que la wilaya de Ouargla est "susceptible de devenir un pôle dans les domaines de l'agriculture, de l'investissement et autres, grâce aux efforts déployés par l'Etat en vue de promouvoir le développement local et renforcer l'attractivité de la région". Il a, par ailleurs, mis l'accent sur "l'intensification des efforts de lutte contre le fléau de la drogue qui menace la jeunesse", saluant les efforts déployés par les services de sécurité et les détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) pour lutter contre ce phénomène.

SIDI BEL-ABBES :

Une conférence de sensibilisation sur les risques de l'arnaque en ligne

La direction des Affaires religieuses et des Wakfs de Sidi Bel-Abbes a organisé, mardi, une conférence de sensibilisation sur les risques de l'arnaque en ligne et les moyens de prévention contre la cybercriminalité. Cette rencontre, organisée au Centre culturel islamique en coordination avec le secteur de la Poste et des Télécommunications, s'inscrit dans le cadre de la campagne nationale de sensibilisation placée sous le slogan : "Stop Vérifiez.. Ne soyez pas victime d'arnaque en ligne". Le directeur des Affaires religieuses et des Wakfs de la wilaya de Sidi Bel-Abbes, Si Tayeb El Habib, a souligné que l'organisation de cette conférence s'inscrit pleinement dans les missions de sensibilisation de son secteur, qui vise à accompagner les défis contemporains. A travers les prêches et les activités interactives, les imams et les prédicateurs s'emploient à "promouvoir les valeurs d'honnêteté et à mettre en garde la société, notamment les jeunes, contre les pratiques frauduleuses et les dérives liées aux transactions suspectes dans l'espace virtuel", a-t-il ajouté. La conférence a enregistré la participation de cadres du secteur de la Poste et des Télécommunications, de représentants des services de la Gendarmerie nationale et de la Sûreté nationale, ainsi que d'imams. Cette rencontre a constitué une occasion de présenter les différentes méthodes et ruses utilisées dans les opérations d'escroquerie et de fraude numériques, ainsi que les moyens d'éviter d'être victime de piratage et de vol de données personnelles et bancaires. Les intervenants ont également mis l'accent sur l'importance de diffuser et de renforcer une culture de vigilance et de prudence auprès des utilisateurs des réseaux sociaux et des différentes plateformes numériques, en particulier lors des transactions financières et des achats en ligne. Ils ont enfin insisté sur la nécessité d'impliquer les différentes institutions et organismes publics et sécuritaires afin de renforcer la sensibilisation de la société et de protéger les citoyens contre les menaces croissantes dans le cyberespace.

ORAN :

2 projets de gaz et d'électricité réceptionnés

Le gaz naturel et l'électricité arrivent à Bousfer et Aïn El Kerma, tandis que Ras El Aïn voit démarrer son raccordement au gaz. À l'occasion de la commémoration du 72e anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale, la wilaya d'Oran a réceptionné deux importants projets d'électricité et de gaz au profit de zones isolées au niveau des communes de Bousfer et d'Aïn El Kerma. Les travaux de réalisation d'un 3e projet d'alimentation en gaz naturel ont été lancés dans le quartier historique de Ras El Aïn. Les trois projets constituent des étapes importantes pour le renforcement de la couverture en électricité et en gaz naturel, grâce à la contribution de la Direction de Distribution d'Es-Senia, rattachée au pôle de distribution d'Oran. Ils s'inscrivent dans le cadre des efforts des pouvoirs publics visant à améliorer les conditions de vie des citoyens en soutenant le développement local.

Le gaz naturel arrive à Fellawsen

C'est justement dans cette perspective, et en présence du wali d'Oran, Brahim Ouchène, qu'intervient la mise en service du réseau de gaz naturel du quartier de Fellawsen, dans la commune de Bousfer, au profit de 23 familles. Selon Sonelgaz-Distribution d'Es-Senia, « cette mise en marche intervient suite à la réalisation d'un réseau de distribution sur une distance de 275 mètres, permettant ainsi de connecter les 23 foyers concernés et de permettre aux familles bénéficiaires de profiter de cette énergie vitale et d'améliorer leurs conditions de vie, surtout avec l'approche de l'hiver ». L'opération, qui s'inscrit dans le cadre du budget supplémentaire de la wilaya d'Oran pour l'année 2026, vise l'extension de la couverture énergétique globale.

ADRAR :

La transition énergétique, thème d'une conférence internationale à l'université africaine "Ahmed Draia"

La transition énergétique et la diversification des sources d'énergie, en tant que choix stratégique et durable pour accompagner le développement socioéconomique à l'échelle mondiale, sont au centre de la 3ème Conférence internationale sur la transition énergétique et la sécurité, ouverte mardi à l'université africaine "'Ahmed Draia" d'Adrar. Intervenant lors de la séance d'ouverture de cette rencontre, à laquelle prennent part des experts et des enseignants chercheurs issus de différents établissements de l'enseignement supérieur nationaux et étrangers, le président de la conférence et directeur du laboratoire de développement durable et d'informatique, le professeur, Messaoud Hammouda, a indiqué que ce rendez-vous scientifique s'inscrit dans un contexte mondial marqué par des défis majeurs liés à l'énergie, l'eau, l'environnement et l'intelligence artificielle (IA). Et d'ajouter que la wilaya d'Adrar recèle d'importantes potentialités en matière d'énergies fossiles et renouvelables susceptibles de contribuer à la concrétisation des différents projets structurants qui y sont retenus. Il a, dans ce sillage, mis l'accent sur la nécessité de renforcer les efforts de recherche scientifique afin d'apporter des réponses aux problématiques liées notamment à la diversification des sources d'énergie et à la sécurité énergétique. De son côté, le professeur Belgacem Haba, spécialiste algérien des sciences des matériaux et de l'électronique, a mis en exergue les enjeux techniques et géopolitiques croissants relatifs à l'impact de l'IA sur la consommation énergétique et les systèmes de refroidissement des centres de données. S'étalant sur trois jours (27-29 octobre), cette conférence internationale aborde plusieurs thématiques, notamment les défis économiques et juridiques de la transition énergétique, les sources et technologies des énergies propres, l'énergie nucléaire, la sécurité environnementale, et les technologies des réseaux intelligents, selon les organisateurs.

TIZI-OUZOU :

Mise en amodiation de 9 zones de chasse à travers le domaine forestier

Une opération d'amodiation portant sur neuf (9) zones de chasse par mise en valeur à travers plusieurs massifs forestiers de la wilaya de Tizi-Ouzou a été lancée par la Conservation locale des forêts au profit des associations de chasse agréées, au titre de la saison cynégétique 2026-2027, a-t-on appris samedi auprès de cette institution. Cette démarche administrative et technique porte sur l'attribution par voie de location de terrains du domaine forestier national couvrant une superficie globale de plus de 5.800 hectares, dans le cadre de la régulation et du développement des activités cynégétiques à l'échelle de la wilaya, a-t-on expliqué. L'opération englobe 9 sites relevant des forêts domaniales Moulay Yahia (répartis sur les communes de Draâ El Mizan et Frikat), Beni Khelfoune (Tizi-Gheniff), Boumahni (Draâ El Mizan et Ait Yahia Moussa), Tamgout (Aghribs) ainsi que de deux zones à travers chacune des forêts domaniales Azzouza et Beni Ghobri, a-t-on détaillé. Cette procédure, précise-t-on, s'inscrit en application des dispositions de la loi n 04-07 du 14 août 2004 relative à la chasse, du décret exécutif n 06-398 fixant les règles de location des zones de chasse par mise en valeur dans les propriétés publiques et privées de l'Etat, ainsi que de l'arrêté ministériel n 388 fixant les périmètres des zones destinées à la location et de la décision de wilaya n 4539 portant ouverture de la saison de chasse. La participation à cet avis d'amodiation est réservée aux associations de chasse agréées ayant satisfait aux conditions réglementaires, notamment le dépôt d'un dossier comprenant le cahier des charges dûment signé, la liste nominative des chasseurs titulaires de permis validés et le procès-verbal de constatation sur le terrain établi conjointement avec les services forestiers, selon la même source.

Lancement de la 6ème édition des caravanes médicales bénévoles vers les régions des Hauts-Plateaux et du Grand Sud

La 6e édition des caravanes médicales bénévoles à destination des régions des Hauts-Plateaux et du Grand Sud a été lancée ce lundi à Alger.



Placée sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, la cérémonie de lancement de cette manifestation a été présidée par le ministre de la Santé, M. Mohamed Seddik Ait Messaoudene, en compagnie du ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, M. Mustapha Hidaoui. Initiée par le Réseau algérien des jeunes, en coordination avec le ministère de la Santé, et avec le soutien d'entreprises publiques et privées, ces caravanes qui sont constituées d'une clinique mobile et d'ambulances, ainsi que de dizaines de médecins et de chefs de services médicaux, sillonneront plusieurs wilayas des Hauts-Plateaux et du Sud, et ce jusqu'en janvier 2027. Dans une allocution prononcée à cette manifestation, placée sous le slogan «Ensemble pour élargir la prise en charge sanitaire», M. Ait Messaoudene a souligné que l'organisation de ces caravanes s'inscrivait dans le cadre de «la concrétisation du principe de solidarité et d'entraide nationale dans ses dimensions sanitaire et humaine», rappelant que «la santé du citoyen se place au cœur des priorités de l'Etat», et que «la réalisation d'un accès équitable aux soins exige la poursuite de l'action de terrain, l'unification des efforts et le renforcement du sens des responsabilités et de l'esprit de solidarité». Cette initiative vise, a-t-il ajouté, à «élargir l'accès aux services de santé à travers un programme de terrain couvrant plusieurs régions et communes des wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux, à l'instar d'El Aricha, In Guezzam, Bordj Badji Mokhtar, Timimoun, Bir El Ater, Béchar, El Meniaâ, Naâma, Laghouat, Médéa et Mila». A cet égard, le ministre a souligné la volonté du secteur d'«intensifier les efforts visant à améliorer la prévention, la sensibilisation et le dépistage précoce, et à renforcer la prise en charge sanitaire, en accordant une attention particulière aux zones frontalières et isolées, ainsi qu'aux catégories vulnérables, tout en assurant la continuité du suivi et la coordination entre les staffs médicaux mobiles, les établissements de santé locaux et les centres hospitaliers de référence». M. Ait Messaoudene a rappelé que les cinq précédentes éditions «ont permis de réaliser 65.935 consultations et examens médicaux dans diverses spécialités, 5.028 interventions et actes chirurgicaux spécialisés, en sus de 4.600 évaluations et examens psychologiques réalisés au profit des enfants et des personnes âgées, outre l'organisation de 78 ateliers de formation au profit de 310 professionnels de santé locaux». De son côté, M. Hidaoui a salué le rôle joué par les jeunes dans différents domaines «en vue de soutenir les efforts de l'Etat, notamment en matière de soins de santé, ce qui reflète, a-t-il dit, «la solidarité nationale entre la société civile et les institutions de l'Etat pour faire parvenir les soins de santé jusqu'au point le plus éloigné du pays». Par ailleurs, M. Hidaoui a évoqué les efforts déployés pour «investir davantage dans les énergies de la jeunesse et permettre au mouvement associatif d'accomplir son rôle de soutien à l'effort national», soulignant le recours à «des indicateurs de mesure pour évaluer les résultats afin d'accroître le niveau d'efficacité». Le président du Réseau algérien des jeunes, Adel Gana, a salué, quant à lui, «l'attention particulière que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, accorde aux jeunes», louant les différentes éditions de cette manifestation qui constitue «un modèle structuré de l'action solidaire et participative réunissant le secteur de la santé, les institutions de l'Etat, la société civile ainsi que les entreprises économiques».

Rencontre annuelle 2026 des registres du cancer s'ouvrent à Alger

Les travaux de la Rencontre annuelle du Réseau national des registres du cancer de population pour l'année 2026, ont débuté jeudi à Alger. Organisée par le ministère de la Santé, cette rencontre s'inscrit dans le cadre du renforcement des efforts nationaux visant à développer le système national de lutte contre le cancer, à ancrer les mécanismes de surveillance épidémiologique et à améliorer l'exploitation des données sanitaires, afin de soutenir la planification et la prise de décision. La rencontre incarne aussi l'engagement de l'Algérie à poursuive la lutte contre le cancer et les maladies non transmissibles, en synergie avec ses orientations nationales et ses engagements internationaux visant à protéger la santé du citoyen et à promouvoir la qualité des services de santé.

53.000 doses de vaccin antigrippal à Tizi Ouzou

La campagne de vaccination contre la grippe saisonnière a débuté à Tizi Ouzou avec 53.000 doses, un quota en hausse par rapport à l'an dernier. La traditionnelle campagne de vaccination contre la grippe saisonnière a été entamée, mardi dernier, dans la wilaya de Tizi Ouzou. C'est ce que nous avons appris de la Direction locale de la santé. Le Dr Sadjia Chekroun, chef de service prévention, a indiqué que la wilaya de Tizi Ouzou a reçu « un quota de 53.000 doses de vaccin antigrippal » qui a été mis à la disposition des structures de la santé. La praticienne a assuré les citoyens de « la disponibilité du vaccin au niveau de l'Institut Pasteur d'Alger écartant ainsi toute idée de rupture des stocks ».

Un appel aux personnes vulnérables

Au passage, elle invite tous les citoyens et citoyennes en âge d'être vaccinés et surtout concernés par cette vaccination, notamment les malades chroniques et les femmes enceintes, à se rendre vers les structures de santé publique où le vaccin leur est fourni gratuitement. Le vaccin est aussi disponible au niveau des pharmacies à travers toute la wilaya. La même chef de service profite, d'ailleurs, pour lancer un appel, invitant les personnes dites vulnérables à se rendre dans toutes les structures de santé de la wilaya, notamment les EPSP (polycliniques) où le vaccin est disponible pour se faire vacciner. « Nous appelons toutes les personnes vulnérables à se rapprocher des établissements de santé pour se faire vacciner et se prémunir d'éventuelles complications de la grippe saisonnière », a-t-elle lancé, en assurant que la campagne se poursuivra jusqu'au mois de mars 2027. Mieux, elle a fait part de la disponibilité du vaccin au niveau des hôpitaux pour les personnels de ces structures et les malades hospitalisés nécessitant ce vaccin antigrippal. Enfin, il est à noter que le quota de 53.000 doses est plus important que celui de l'an dernier, où il était seulement de 50.000 doses.

ÉTABLISSEMENTS PHARMACEUTIQUES: Le ministère insiste sur la protection des données

Les établissements pharmaceutiques sont appelés à renforcer la protection des données personnelles et la sécurité de leurs systèmes informatiques. Une note de sensibilisation du ministère de l'Industrie pharmaceutique, publiée le 28 octobre dernier, attire l'attention des établissements pharmaceutiques sur les obligations légales et les mesures à prendre pour prévenir les risques numériques. La transformation numérique du secteur pharmaceutique s'accompagne de nouvelles exigences en matière de sécurité des informations.

Les établissements pharmaceutiques tenus de se conformer à la législation nationale

Le traitement et la conservation des données personnelles nécessitent ainsi des précautions particulières afin d'éviter leur perte, leur divulgation ou leur consultation par des personnes non autorisées. Le document met l'accent sur deux exigences étroitement liées : la confidentialité des informations et la sécurité des systèmes d'information. Il rappelle, à ce titre, que les établissements pharmaceutiques sont tenus de se conformer à la législation nationale en vigueur, notamment la loi n° 18-07 du 10 juin 2018, modifiée et complétée par la loi n° 25-11 du 24 juillet 2025, relative à la protection des personnes physiques dans le traitement des données à caractère personnel. Le ministère souligne que chaque établissement est responsable de la protection des données qu'il traite. Cette responsabilité implique de sécuriser les accès aux systèmes informatiques, de préserver la confidentialité des informations et de prévenir les pertes, les divulgations ainsi que les accès non autorisés.

Une responsabilité collective

La vigilance ne doit toutefois pas se limiter aux dispositifs techniques. La sensibilisation du personnel constitue également un volet essentiel de cette démarche. Les établissements sont ainsi appelés à instaurer des mesures de sécurité adaptées et à veiller au respect des obligations légales encadrant le traitement et la conservation des données. La note insiste, par ailleurs, sur l'implication de l'ensemble des acteurs au sein des établissements. La protection des données personnelles relève d'une responsabilité collective, qui nécessite l'engagement de la direction autant que celui des personnels concernés. Le ministère appelle les établissements pharmaceutiques à prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer leur conformité réglementaire et renforcer durablement la sécurité de leurs systèmes d'information. Un impératif qui accompagne la numérisation du secteur. «La modernisation des activités pharmaceutiques doit aller de pair avec la maîtrise des risques liés à la circulation, au traitement et à la conservation des données», précise la note. La note insiste, par ailleurs, sur l'implication de l'ensemble des acteurs au sein des établissements. La protection des données personnelles relève d'une responsabilité collective, qui nécessite l'engagement de la direction autant que celui des personnels concernés. Le ministère appelle les établissements pharmaceutiques à prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer leur conformité réglementaire et renforcer durablement la sécurité de leurs systèmes d'information. Un impératif qui accompagne la numérisation du secteur. «La modernisation des activités pharmaceutiques doit aller de pair avec la maîtrise des risques liés à la circulation, au traitement et à la conservation des données», précise la note.

Ebola fait plus de 5.300 morts en Afrique



L'épidémie d'Ebola en Afrique fait 5.376 morts, l'immense majorité en République démocratique du Congo (RDC), son épicentre. « L'épidémie d'Ebola, qui s'est propagée ailleurs sur le continent africain, a fait un total de 5.376 morts, dont 5.372 en RDC, deux en Ouganda et deux au Kenya », indique, lundi, l'agence sanitaire de l'Union africaine (Africa CDC, dans un communiqué transmis aux médias.

Aucun vaccin ni traitement homologués à ce jour

Un total de 10.444 cas ont été signalés, pour un taux de létalité supérieur à 50%. Au cours des derniers mois, le virus a plusieurs fois traversé les frontières. En Ouganda voisin, 20 cas dont deux décès ont été signalés avant que l'épidémie ne soit déclarée éradiquée du territoire en août. Et en octobre, neuf cas dont deux décès ont été recensés au Kenya. L'épidémie actuelle est causée par la souche Bundibugyo du virus à maladie Ebola, contre laquelle il n'existe aucun vaccin ni traitement homologués à ce jour. Des premières doses du vaccin Ervebo, dont l'efficacité est prouvée sur la souche Zaïre – la plus fréquemment rencontrée lors des précédentes épidémies – ont été administrées ces dernières semaines en RDC à des volontaires dans le cadre d'un essai clinique.

ED DIWAN Quotidien national d'informations culturelles

CNR :

Mise en service du guichet numérique unique «Takaoudi» à travers les différentes agences locales

Le guichet numérique unique «Takaoudi» a été mis en service, lundi, au niveau des différentes agences locales de la Caisse nationale des retraites (CNR), en vue de faciliter l'accès des retraités et des ayants droit aux services numériques, indique un communiqué de la Caisse.



Dans le cadre d'une démarche visant à faciliter l'accès des retraités et des ayants droit aux services numériques, et en application des instructions du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, le projet «Takaoudi - ALL IN ONE - Tous vos services numériques à un seul guichet» a été lancé, lundi, au niveau des agences locales de la Caisse, pour «faciliter l'accès des retraités et des ayants droit aux services numériques et les encourager à les utiliser, en assurant un accompagnement de proximité et une orientation au niveau des agences locales», précise-t-on de même source. Ce projet consiste à «créer un guichet numérique unique au niveau de chaque agence locale, destiné à faire connaître les différents services numériques que propose la Caisse et à fournir des explications simplifiées sur leur utilisation, tout en assurant un accompagnement effectif des retraités dans le téléchargement de l'application +Takaoudi+, la création et l'activation de leurs comptes numériques, ainsi que leur orientation vers les services répondant à leurs besoins». Dans ce cadre, «ces guichets ont été aménagés selon un modèle uniforme pour garantir une identité visuelle harmonisée du projet à travers les différentes agences, en sus de la mise à disposition des moyens nécessaires à la présentation des services numériques, notamment le guide +Takaoudi+, qui comporte des explications simplifiées sur les différents services numériques disponibles sur l'application, ainsi qu'un code QR permettant d'y accéder directement», lit-on dans le communiqué. Le projet vise à «passer de la simple présentation des services numériques à un accompagnement de proximité des retraités dans leur utilisation, étape par étape, contribuant ainsi à renforcer leur autonomie dans l'accès aux services disponibles à distance, à réduire les déplacements répétés vers les agences locales, à alléger la pression sur les guichets d'accueil et à améliorer la qualité du service public fourni». Dans ce contexte, «les chargés de communication au niveau des agences locales jouent un rôle essentiel dans l'accueil et l'orientation des retraités, en leur fournissant les explications nécessaires et en les accompagnant dans l'utilisation de l'application et des services numériques, tout en recensant leurs préoccupations et les difficultés auxquelles ils sont confrontés et en proposant des améliorations à même de répondre à leurs besoins». A travers le lancement de ce projet, la CNR réaffirme «son engagement à poursuivre le processus de transformation numérique et à développer ses mécanismes de prestation de services, en plaçant le retraité au cœur de ses préoccupations, en consacrant le principe de proximité et d'accompagnement, et en faisant de la numérisation un outil pratique permettant de simplifier les procédures et d'améliorer l'expérience de l'usager», conclut le communiqué.

PARLEMENT PANAFRICAIN :

Nécessité de renforcer la participation des jeunes à la prise de décision et au développement du continent africain



Le président du Parlement panafricain (PAP), M. Fateh Boutbig, a souligné la nécessité de renforcer la participation des jeunes aux décisions relatives à l'avenir du continent, insistant sur l'importance d'investir dans leurs capacités et de leur offrir des opportunités pour contribuer à bâtir une Afrique pacifique, intégrée et prospère, conformément aux aspirations de l'Agenda 2063 de l'Union africaine (UA). Dans un communiqué publié dimanche soir à l'occasion de la Journée africaine de la jeunesse, célébrée le 1er novembre, M. Boutbig a indiqué que «la jeunesse africaine contribue déjà au changement», notamment par son engagement dans l'entrepreneuriat, l'innovation, l'action parlementaire, la construction de la paix et le leadership communautaire, relevant que leurs aspirations et leurs contributions doivent «occuper une place centrale dans les efforts visant à réaliser l'avenir du continent». «De nombreux jeunes africains continuent de faire face à des défis liés au chômage, à l'accès limité à une éducation de qualité et au développement des compétences, ainsi qu'aux conséquences des conflits et des déplacements de population», a-t-il déploré, estimant que «la résolution de ces obstacles requiert des investissements durables, des institutions responsables et de véritables possibilités pour les jeunes de participer à la vie publique». Dans ce contexte, le président du PAP a mis en avant le rôle législatif des parlements, notamment à travers le contrôle budgétaire, le contrôle parlementaire et la représentation, dans la transformation des engagements continentaux en améliorations concrètes de la vie des jeunes, y compris «le renforcement de la mise en œuvre de la Charte africaine de la jeunesse, l'élargissement des possibilités économiques et le renforcement de leur participation à la gouvernance». M. Boutbig a, en outre, salué le travail du Caucus de la jeunesse au sein du PAP pour la défense des priorités de cette catégorie et la prise en compte des points de vue des jeunes parlementaires dans les délibérations de l'institution, soulignant son rôle dans l'instauration d'une plateforme de dialogue, de plaidoyer et de coopération, ainsi que dans le renforcement des liens entre l'action parlementaire et les préoccupations de la jeune génération africaine. Dans ce cadre, il a annoncé que le PAP organisera, l'année prochaine, une conférence consacrée aux jeunes, afin de les associer à l'examen de leur contribution à l'Agenda de l'UA, notamment à la mise en œuvre de l'Agenda 2063, en leur permettant de présenter leurs priorités, de proposer des solutions pratiques et d'échanger directement avec les parlementaires et les parties concernées sur la promotion du développement continental. Au terme de son communiqué, le président du PAP a appelé les gouvernements, les parlements nationaux, les institutions régionales, la société civile et les partenaires au développement à «investir sérieusement dans la jeunesse et à mettre en place des parcours accessibles vers le leadership, le travail décent, l'entrepreneuriat et l'innovation».

La concentration des gaz à effet de serre dans l'atmosphère atteint des niveaux records en 2025 (ONU)

La concentration de dioxyde de carbone (CO2) et d'autres gaz à effet de serre dans l'atmosphère, liée à la combustion des énergies fossiles, a atteint des niveaux records en 2025, a déploré mardi l'Organisation météorologique mondiale (OMM), mettant en garde contre ses répercussions sur la planète à l'avenir. Selon le bulletin annuel de l'OMM sur les gaz à effet de serre, les concentrations atmosphériques de dioxyde de carbone (CO2), de méthane (CH4) et de protoxyde d'azote, les trois plus importants gaz à effet de serre persistants liés aux activités humaines, ont battu des records l'an dernier. Ce qui va aggraver le réchauffement climatique à long terme. Le document fait état d'une concentration mondiale moyenne de CO2 de 426,8 parties par million (ppm) l'année dernière, soit 153 % du niveau de référence préindustriel de 1750. "Chaque partie par million supplémentaire compte, car elle piège davantage de chaleur. En effet, nous suralimentons l'océan et l'atmosphère. Cela signifie que les vagues de chaleur, les cyclones tropicaux et les tempêtes de pluie s'intensifient plus rapidement que ne le laissaient présager nos références historiques", a déclaré Ko Barrett, secrétaire général adjoint de l'OMM, aux journalistes à Genève. Tout aussi inquiétant, les niveaux de méthane et d'oxyde nitreux, respectivement deuxième et troisième gaz à effet de serre à longue durée de vie les plus importants issus des activités humaines, ont également atteint un nouveau pic en 2025. "Une nouvelle année, un nouveau record. Les gaz à effet de serre retiennent une quantité de chaleur sans précédent dans l'atmosphère, alimentant ainsi des phénomènes météorologiques plus extrêmes et les risques qui en découlent pour nos économies et nos sociétés", a souligné Mme Barrett. Selon cette responsable de l'OMM, "les onze dernières années ont été les plus chaudes jamais enregistrées et cette tendance devrait se poursuivre". "Le CO2 a une durée de vie très longue et aura donc un impact sur le climat mondial non seulement pendant des années, mais aussi pendant des décennies, voire des siècles", a-t-elle averti. Lorsque le Bulletin a été publié pour la première fois en 2004, le niveau moyen annuel de CO2 mesuré par le réseau de stations de surveillance "Global Atmosphere Watch" de l'OMM était de 377,5 ppm, contre près de 427 ppm aujourd'hui. Les taux de croissance du CO2 ont triplé depuis les années 1960, passant d'une augmentation annuelle moyenne de 0,8 ppm par an à 2,4 ppm par an au cours de la décennie 2011-2020. La "hausse exceptionnelle [de 3,5 ppm]" de 2023-2024 a coïncidé avec un puissant El Nino "qui a réduit l'efficacité de la biosphère en provoquant davantage de sécheresses, une végétation plus sèche et davantage de feux de forêt", a déclaré Oksana Tarasova, responsable scientifique principale à l'OMM. "Nous pouvons nous attendre à une nouvelle augmentation des concentrations en 2026 en raison de la combustion de combustibles fossiles et du développement d'un puissant El Nino qui aura un impact sur les puits de carbone terrestres, comme ce fut le cas en 2023-2024", a-t-elle ajouté.

JOJ-2026/NATATION :

Salah Eddine Turki (100m papillon) et Houd Abed (200m dos) en finale



Les nageurs algériens Salah Eddine Turki (100m papillon) et Houd Abed (200m dos) se sont brillamment qualifiés pour les finales de leurs spécialités respectives, aux Jeux Olympiques de la Jeunesse (JOJ-2026), lors de la première journée des compétitions disputée dimanche au Centre Aquatique de Dakar (Sénégal). Salah Eddine Turki a validé son billet pour la finale du 100 mètres papillon après avoir décroché la 5e place des séries éliminatoires, signant un temps de 55.97. La finale aura lieu de dimanche à partir de 15h32 (heure algérienne). De son côté, son compatriote Houd Abed a également arraché sa qualification pour la finale du 200 mètres dos. Le jeune athlète a terminé à la 5e place de sa série, signant un chrono remarquable de 2:06.71. La finale se déroulera ce dimanche à partir de 15h05. Neuf rendez-vous majeurs attendent la délégation algérienne ce dimanche aux Jeux Olympiques de la Jeunesse (JOJ) de Dakar 2026, avec des entrées en lice réparties sur cinq disciplines sportives. La journée débutera sur les courts de badminton et de tennis de table. Oussama Keddou ouvrira le bal pour le badminton algérien, suivi à 16h00 par sa compatriote Chiraz Halimi. En tennis de table, la phase de poules sera particulièrement intense pour Tania Morice (Groupe 3) et Aylan Goudjil (Groupe 6), qui disputent chacun deux rencontres. Enfin, Ghazlane Ben Nacer Basma s'élancera pour le deuxième round des séries chronométrées en aviron de plage, alors que l'unique représentante algérienne en arts martiaux, Maria Alioua, fera son entrée à 15h30 lors de l'épreuve combinée de Changquan en Wushu. L'Algérie prend part aux Jeux Olympiques de la Jeunesse (JOJ) de Dakar 2026 (du 31 octobre au 13 novembre) avec une délégation de 41 athlètes (20 garçons et 21 filles), encadrés par un staff de 72 membres.

SPORT SCOLAIRE:

Recensement des éducateurs sportifs et arbitres

La Fédération algérienne du sport scolaire (FASS) procède au recensement des éducateurs sportifs et des arbitres. Dans le cadre du projet de la relance du sport scolaire, la FASS a exhorté les présidents des ligues de wilayas de procéder au recensement des enseignants d'éducation physique et sportif, ainsi que l'encadrement sportif et les arbitres qualifiés en prévision des différentes compétitions sportives individuelle et collective.

Dernier délai le 10 novembre

Cette opération concerne également l'encadrement des athlètes aux besoins spécifiques de handball, basket-ball, volley-ball, athlétisme, judo, karaté, natation, échecs, tennis de table, boxe, football, tennis de table et autres disciplines concernées. Une démarche qui va permettre d'avoir toutes les données concernant le nombre des encadreurs dans les quatre coins du pays. La Fédération algérienne du sport scolaire a rappelé les ligues de wilayas que l'envoi des listes doit se faire avant le 10 novembre.

LIGUE 1 MOBILIS:

Le CRB prend les commandes, le CRT accroché à domicile

Le CR Belouizdad a pris seul la tête du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, en dominant la JS Saoura (1-0), lundi soir au stade olympique du 5-Juillet (Alger), en clôture de la 8e journée, marquée également par le match nul entre le CR Témouchent et l'US Biskra (1-1).



Le Chabab a attendu la seconde période pour trouver la faille face à une formation de la Saoura longtemps solide défensivement. L'attaquant tunisien Mohamed Ali Ben Hammouda a inscrit l'unique but de la rencontre sur penalty (51'), consécutivement à une faute dans la surface sur le défenseur Chelfaoui. L'ancien sociétaire de l'ES Tunis compte désormais 4 buts au compteur, en compagnie de Riyad Benayad (ES Sétif), et revient à une longueur des co-meilleurs buteurs du championnat, Dadi Mouaki (JS El-Biar) et Mohamed Ramdaoui (USM Alger), qui comptent cinq buts chacun. Grâce à ce succès, le CRB porte son total à 17 points, avec un match en retard, et prend une longueur d'avance sur la JS Kabylie (16 pts), qui avait remporté vendredi son duel face à la JS El-Biar (1-0) au stade Hocine-Aït-Ahmed de Tizi-Ouzou. La JS Saoura, en revanche, continue de traverser une période difficile. Toujours sans victoire, elle occupe la 15e place avec trois points et un match en moins, restant ainsi dans la zone de relégation. Dans l'autre rencontre disputée lundi, le CR Témouchent et l'US Biskra n'ont pu se départager (1-1). Belkhadem a donné l'avantage aux visiteurs (34') sur un joli coup franc direct, avant que Saïhi ne remette les deux équipes à égalité à la 72e minute. Ce partage des points permet au CRT de totaliser neuf unités et de se positionner à la huitième place, tandis que la formation des Ziban demeure lanterne rouge avec trois points, à égalité avec la JSS, sans avoir encore remporté la moindre rencontre cette saison.

JEUX OLYMPIQUES DE LA JEUNESSE:

Hammad rend visite aux athlètes algériens



Abderrahmane Hammad rend visite aux athlètes algériens qui participent aux Jeux olympiques de la jeunesse. En déplacement à Dakar, la capitale du Sénégal, théâtre actuellement de la troisième édition des Jeux olympiques de la jeunesse (JOJ), le président du Comité olympique et sportif algérien (COA), Abderrahmane Hammad, a effectué une visite de courtoisie à la délégation nationale installée au Village olympique.

Satisfaction pour les conditions d'hébergement et de restauration

Une visite au cours de laquelle le président du COA s'est enquis de près des conditions de séjour des sportifs algériens. Les athlètes ont tenu à lui exprimer leur satisfaction pour les conditions d'hébergement et de restauration. Profitant de cette occasion, Hammad a invité les 41 athlètes qui participent à cette nouvelle édition des JOJ à donner le meilleur d'eux-mêmes afin de laisser une belle image du sport national. Le premier responsable du COA a réaffirmé la disponibilité de son instance à les accompagner durant cette échéance, non sans les rassurer qu'il continuera à œuvrer pour faire progresser davantage le sport en Algérie.

Hammad rencontre son homologue croate

Profitant de sa présence en terre sénégalaise, le président du Comité olympique algérien a eu également un entretien avec son homologue du comité olympique de Croatie, Josip Varvodic. Les échanges ont porté notamment sur les perspectives de coopération entre les deux institutions, avec un intérêt particulier pour le développement des relations sportives et l'élargissement des domaines de partenariat. C'est ce qu'a annoncé le COA dans un communiqué transmis sur son site officiel en indiquant également que les échanges entre les deux organismes ont également évoqué «le partage des compétences et le rapprochement entre les différents acteurs du mouvement olympique des deux pays».

Le COA intensifie ses relations avec les instances internationales

Cette rencontre exprime, par ailleurs, l'intérêt accordé par le COA au développement de ses relations avec les instances olympiques internationales et à la consolidation de sa présence dans les espaces de concertation sportive. Après ces deux initiatives, la présence algérienne à Dakar ne se limite donc pas au seul volet compétitif. Elle constitue également un cadre de suivi de la délégation nationale et une occasion de consolider les relations institutionnelles, dans une perspective de coopération et de développement du mouvement sportif.

LFP :

2 matchs à huis clos pour le MCA et l'ASO



Le MCA et l'ASO écopent chacun de deux matchs à huis clos, annonce, ce lundi, la LFP dans un communiqué. Le MCA est sanctionné pour « utilisation de fumigènes et jets de projectiles sur la pelouse ayant occasionné des blessures corporelles à un joueur, plus une amende de 500.000 dinars », précise la Ligue de football professionnel de football (LFP).

Le choc MCA-MCO à huis clos

De son côté, la formation chélifienne hérite de la même sanction pour « utilisation de fumigènes et jets de projectiles sur la pelouse, ayant entraîné l'interruption temporaire de la rencontre à deux reprises, avec évacuation du terrain afin d'assurer la sécurité des joueurs et des officiels. » L'ASO devra également s'acquitter d'une amende de 500.000 dinars. Ainsi, le match MC Alger-MC Oran, prévu mercredi soir au stade Ali Ammar dit Ali La Pointe de Douéra (20h00), comptant pour la mise à jour de la 1re journée se jouera à huis clos. Le triple champion d'Algérie, l purgera sa sanction face à l'Olympique Akbou, à l'occasion de la 10e journée de la Ligue 1 Mobilis.

TOUR INTERNATIONAL DU BURKINA FASO 2026:

Yacine Hamza s'adjuge la 3e étape



Yacine Hamza s'est de nouveau illustré sur les routes burkinabaises en s'adjugeant ce dimanche la 3e étape du Tour international cycliste du Burkina Faso, courue entre Koudougou et Boromo sur une distance de 158,9 km. Après une entame de compétition timide, avec une 10e position obtenue lors de la première étape, le sociétaire de l'équipe continentale Madar Pro Cycling Team est passé à la vitesse supérieure samedi en remportant la deuxième étape avant de récidiver ce dimanche. Vainqueur au sprint, Hamza s'est imposé en 3:27:47. Il a devancé sur la ligne d'arrivée le Burkinabé Paul Daumont et le Marocain Youssef Bdadou, tous deux crédites du même chrono. Au classement général, Hamza occupe la 7e position alors que le maillot jaune de leader est toujours sur les épaules du Néerlandais, Tom Wijfje (Universe Cycling Team). La quatrième étape de cette 37e édition du Tour du Faso se disputera ce lundi dans la ville de Bobo-Dioulasso sur un circuit fermé d'un peu moins de 13 km. Les participants auront à parcourir 9 tours pour atteindre la distance de 116,1 km.

ALGÉRIE/STAGE DE NOVEMBRE:

Hemdani privé d'un joueur

À quelques jours de l'annonce de sa deuxième liste à la tête des Fennecs, le sélectionneur national fait face à des imprévus de taille. Si la présence de Rafik Belghali reste incertaine, Nadhir Benbouali est d'ores et déjà fixé sur son sort.



L'attaquant de Pyramids FC ne sera pas de la partie pour ce prochain rassemblement. Victime d'une déchirure aux ischio-jambiers, Benbouali a passé des examens médicaux qui ont mis en évidence la nécessité d'observer une période de repos estimée à quatre semaines. Ce verdict met l'attaquant hors d'état de compétition. Il s'agit d'un nouveau coup dur pour l'un des buteurs algériens de la Coupe du monde 2026. Pour rappel, en septembre dernier, il avait déjà dû manquer le tout premier rassemblement de la nouvelle ère technique, en raison d'une précédente série de blessures. Cette indisponibilité vient donc s'ajouter à une saison déjà perturbée sur le plan physique.

Une absence qui tombe au plus mauvais moment

Cette indisponibilité survient à un moment particulièrement délicat. L'arrivée d'un nouveau staff technique entraîne une redistribution naturelle des cartes, et la fin de cycle d'un attaquant historique du calibre de Baghdad Bounedjah se profile. Des places de choix sont donc à prendre en pointe de l'attaque des Verts. Auteur de 3 buts en 7 apparitions sous les couleurs de Pyramids depuis l'entame de la saison, Benbouali rate ainsi une occasion en or de marquer des points précieux auprès du sélectionneur et de s'installer durablement sur le front de l'attaque algérienne. Le joueur formé au Paradou AC devra encore patienter avant de pouvoir espérer chambouler la hiérarchie en sélection.

EXCELSIOR-TWENTE (0-9) :

Zerrouki buteur lors d'un succès historique



Titulaire lors de la démonstration de Twente sur le terrain d'Excelsior (0-9), Ramiz Zerrouki a participé au festival offensif des siens en inscrivant un but. Il s'agit de sa troisième réalisation toutes compétitions confondues cette saison avec la formation néerlandaise.

FRANCFORT-HAMBOURG (3-1) :

Chaïbi prolonge sa dynamique

Aligné une nouvelle fois d'entrée, Farès Chaïbi a confirmé sa régularité retrouvée et son enchaînement précieux de titularisations au cœur du jeu de l'Eintracht. Actif et généreux dans l'animation offensive, l'international algérien a cru inscrire son nom au tableau d'affichage en seconde période, avant que l'arbitrage vidéo (VAR) n'annule sa réalisation pour un hors-jeu préalable au début de l'action. Une prestation collective solide et consistante pour le milieu offensif, qui s'impose durablement dans les plans de sa formation.

ALGERIE/LILLE OSC :

Nabil Bentaleb, la mauvaise nouvelle avant le stage



Convoqué par le sélectionneur Brahim Hemdani puis forfait pour le dernier rassemblement de l'équipe nationale, Nabil Bentaleb devrait figurer sur la prochaine liste des Fennecs concernés par le stage de novembre. Etincelant, comme à son habitudes, avec Lille OSC, le milieu de terrain voit son élan coupé déclarant forfait pour le match de ce mardi (21h00) en Ligue des Champions UEFA contre Bodö/Glimt (Norvège). Les Dogues ont fait le voyage sans l'Algérien qui est malade. L'entraîneur Davide Ancelotti n'a pas voulu prendre et lui faire subir ce long déplacement le ménageant pour ce rendez-vous.

Normalement, il sera de retour dès ce week-end

A priori, il ne s'agit pas d'un souci physique et le retour du Fennec est à prévoir pour la prochaine sortie en championnat de Ligue 1 Mc Donald's avec le déplacement chez le Stade Rennais dans 6 jours. Bentaleb est l'un des joueurs en forme dans les rangs Lillois. D'ailleurs, sa constance lui a valu d'être prolongé pour deux saisons après la fin de son contrat au terme du dernier exercice. L'ancien joueur de Tottenham Hotspurs était un élément majeur dans les plans de Bruno Genesio, ancien entraîneur. Malgré le changement sur le banc des Nordiques avec l'arrivée de Davide Ancelotti, le Dz est parvenu à garder sa place de titulaire. Avec l'équipe nationale, le rendement n'est pas tout à fait le même. D'ailleurs, cela demeure une énigme pour les supporters qui constatent que Bentaleb n'arrive pas à montrer la même maîtrise avec le maillot Dz. Est-ce qu'il parviendra à le faire sous Hemdani qui compte toujours composer avec lui dans le secteur médian ? Cela reste à voir.

PAYS-BAS :

Anis Hadj Moussa passeur décisif du pied droit !

Même du pied droit, Anis Hadj Moussa sait faire la différence. L'ailier algérien a délivré une belle passe décisive face à Fortuna Sittard, offrant l'ouverture du score à Feyenoord avant une fin de match frustrante. Anis Hadj Moussa continue de peser sur les rencontres de Feyenoord. Après son superbe but contre le PSV le week-end dernier, l'international algérien s'est illustré comme passeur ce samedi face à Fortuna Sittard (1-1), lors de la 11e journée d'Eredivisie. Une contribution qui n'a toutefois pas suffi à assurer la victoire. À la 59e minute, l'ailier a débloqué la situation depuis son côté droit. Ballon au pied, le gaucher a poussé son action jusqu'à la ligne de sortie avant d'adresser, cette fois du droit, un centre parfaitement dosé pour Luciano Valente. À la réception, son coéquipier a repris victorieusement pour ouvrir le score et libérer De Kuip. Longtemps dominateurs, les Rotterdamois ont cependant laissé passer plusieurs occasions de se mettre à l'abri. Ils l'ont payé en toute fin de rencontre : à la 86e minute, Shiloh 't Zand a égalisé pour Fortuna. Un dénouement frustrant pour Feyenoord, contraint de concéder un deuxième nul consécutif en championnat. Avec 25 points en onze journées, Feyenoord conserve la première place et reste invaincu, mais laisse à ses poursuivants l'occasion de réduire leur retard. Fortuna Sittard, de son côté, porte son total à 19 points et reste sixième. Deux points abandonnés à domicile qui gâchent quelque peu la nouvelle prestation décisive de Hadj Moussa.

Avec l'Algérie, tout reste à "flair" pour Amin Chiakha

En difficulté et inoffensif lors du dernier rassemblement avec l'Algérie, Amin Chiakha continue de briller du côté de Rosenborg BK. Son réalisme (18 buts et 4 passes décisives en 25 matchs) avec les Norvégiens contraste avec sa stérilité constatée en sélection. Malgré trois apparitions en pointe de l'attaque, l'ancien sociétaire du FC Copenhague a traversé le stage sans tirer son épingle du jeu. Est-ce que Brahim Hemdani, sélectionneur des Verts, va lui donner une autre chance pour se rattraper ? La logique voudrait qu'il le fasse. La frustration suscitée par son rendement est tout à fait logique. Un avant-centre est évalué sur la base des occasions qu'il se procure et son taux de conversion. Chiakha a failli dans les deux domaines face à la Zambie, le Burundi et le Niger et n'a pas pu profiter de la grosse opportunité qu'il a eue après la blessure d'Amine Gouiri. Avec 175 minutes passées sur les pelouses lors du stage écoulé, on ne peut pas dire que Hemdani ne lui a pas donné une opportunité réelle pour faire ses preuves . Malgré cela, l'attaquant de 20 ans n'a marqué ni buts ni des points. Sa copie globale était clairement en deçà des attentes. Mais bon, cela peut se comprendre compte tenu de son âge, son manque d'expérience et de la différence entre le football africain et celui en Europe que ce soit climatiquement ou stylistiquement.

Bounedjah – Chiakha : Même combat

D'ailleurs, on peut rappeler que même des Fennecs rodés à l'Afrique, les débuts étaient difficiles. En effet, Bounedjah, actuel 4e meilleur buteur (35 pions) de l'histoire de l'EN, n'avait pas trouvé la faille lors de ses 6 premières capes avec El-Khadra comme c'est le cas pour Chiakha. Après ses 10 sélections, Bounedjah, pensionnaire de l'ES Sahel (Tunisie) à l'époque, ne comptait qu'un but et une offrande. Cela ne l'a pas empêché de devenir un élément majeur par la suite. L'autre détail à considérer est que l'unique buteur de la finale de la CAN 2019 avait commencé sa carrière avec l'EN A à 23 ans alors que Chiakha a débarqué en équipe nationale à 19 ans. Il est évident que Hemdani devrait renouveler sa confiance en Chiakha et le maintenir. Les temps de passage pour Chiakha ne sont pas fameux quand on les compare à Islam Slimani et ses 5 pions et 2 offrandes lors de ses 6 premières apparitions avec la tunique Dz. Toutefois, sa précocité lui laisse de la marge pour progresser et trouver la bonne cadence sachant que SuperSlim, devenu meilleur baroudeur de tous les temps de l'Algérie (46 unités), a été sélectionné pour la première fois à 24 ans passés alors qu'il était sociétaire du CR Belouizdad. Tout reste à écrire pour Chiakha.

FOOT/CHAMPIONNAT D'EGYPTE :

Nabil Kouki, nouvel entraîneur du club d'Al-Masry

Le club Al-Masry, évoluant en première division du championnat égyptien de football, a annoncé avoir engagé l'entraîneur tunisien Nabil Kouki pour prendre les commandes de son équipe première. Le club avait précédemment annoncé la résiliation à l'amiable du contrat de son ancien entraîneur Ahmed Sami et de son staff technique. Il s'agit de la deuxième expérience de Nabil Kouki à la tête d'Al-Masry après celle de la saison 2025-2026. Al-Masry occupe actuellement la 12e place du championnat égyptien avec 9 points. L'équipe reste sur une série de six matches consécutifs sans victoire en championnat. Nabil Kouki avait, pour rappel, débuté la saison sur le banc du CS Sfaxien, avant de quitter ses fonctions le 12 octobre dernier.

3 133 AGRESSIONS SIONISTES EN CISJORDANIE DURANT LE MOIS D'OCTOBRE :

L'impunité totale !

L'absence de sanctions concrètes et de mesures coercitives à l'encontre de l'entité sioniste ne fait qu'encourager la poursuite de ces crimes, et consolider une politique d'apartheid et de colonisation de peuplement. Depuis plusieurs mois, la Cisjordanie occupée subit une intensification dramatique et méthodique des agressions perpétrées par l'entité sioniste et ses milices de colons.



Cette violence tous azimuts s'exerce dans une impunité totale, défiant ouvertement le droit international, les résolutions onusiennes et les condamnations unanimes de la communauté internationale.

Loin d'être de simples incidents isolés, ces exactions s'inscrivent dans une stratégie globale de dépossession, de déplacement forcé et d'asphyxie des communautés palestiniennes. Jour après jour, les forces d'occupation et les colons conjuguent leurs efforts, pour saper les fondements mêmes de la vie palestinienne, transformant chaque village, chaque route et chaque champ en un terrain d'affrontement quotidien, où le peuple autochtone se retrouve démuni face à la machine coloniale. Le bilan chiffré dressé pour le mois d'octobre par la Commission de résistance au mur et à la colonisation, relayé par l'agence Wafa, illustre, avec effroi, cette brutale accélération. Avec un total de 3.133 agressions recensées, le mois d'octobre enregistre une hausse spectaculaire de 52,8% par rapport à septembre, qui comptabilisait déjà 2.051 violations. Dans le détail, 1.764 attaques ont été menées directement par les forces d'occupation, tandis que 1.369 ont été le fait des colons sionistes. Fait particulièrement alarmant, les agressions commises par les colons ont connu une flambée de 111,6%, passant de 647 à 1.369, en l'espace d'un seul mois. Cette escalade préméditée a coïncidé de plein fouet avec la saison de la récolte des olives, un moment crucial pour l'économie et l'identité palestiniennes. Les agriculteurs ont ainsi fait l'objet d'attaques incessantes visant à les détacher de leur terre, pilier fondamental de leur résilience. Au total, ce sont 5.890 arbres et cultures qui ont été pris pour cible, dont 4.498 oliviers saccagés ou brûlés. Parallèlement, l'étau bureaucratique et militaire s'est resserré, à travers cinq nouveaux ordres militaires, incluant des déclarations de terres domaniales, des destructions de la couverture végétale et des saisies à des fins militaires, ainsi que 62 opérations de démolition ayant détruit 129 structures palestiniennes. Enfin, sur le plan de l'expansion coloniale, l'occupant a fait avancer dix plans directeurs et lancé cinq appels d'offres, pour consolider l'emprise des colonies en Cisjordanie et à Al-Qods-Est. Face à cette fuite en avant coloniale, et à la destruction systématique du tissu social et économique palestinien, la communauté internationale porte une lourde responsabilité historique. L'absence de sanctions concrètes et de mesures coercitives à l'encontre de l'entité sioniste ne fait qu'encourager la poursuite de ces crimes et consolider une politique d'apartheid et de colonisation de peuplement. La Cisjordanie retient son souffle, mais refuse de plier face à la barbarie d'une occupation qui croit pouvoir effacer par la force des siècles d'histoire et d'enracinement.

NABIL FAHMI, A PROPOS DE LA QUESTION PALESTINIENNE :

«Un véritable test de crédibilité du système international»

Intervenant, hier, lors de la troisième édition du Forum du Caire, Nabil Fahmi, secrétaire général de la Ligue des États arabes, a déclaré que «la question palestinienne constitue un véritable test de crédibilité du système international, face à la persistance du deux poids, deux mesures et aux violations israéliennes des règles du droit international», a rapporté, hier, l'agence de presse palestinienne, Wafa. Lors d'un dialogue ouvert, il a souligné l'urgence absolue de mettre un terme à l'occupation sioniste et de concrétiser l'établissement d'un État palestinien indépendant. Il a également insisté sur la nécessité impérative de «préserver l'unité, la souveraineté et l'intégrité territoriales des États arabes, ainsi que de soutenir leurs institutions nationales, considérées comme un pilier essentiel de la sécurité et de la stabilité». Abordant les mutations géopolitiques en cours, M. Fahmi a estimé que «la gestion des crises exige de dépasser leurs manifestations immédiates, pour s'attaquer à leurs causes profondes, notamment la fragilité des institutions et l'accumulation de défis politiques, économiques et sociaux». Enfin, il a formulé le vœu que «le Forum du Caire contribue à l'élaboration de visions et de propositions concrètes susceptibles d'éclairer le processus décisionnel et de favoriser la traduction des idées en mesures opérationnelles».

La fermeture des lycées se poursuit en France

Le front de la contestation ne s'arrête pas aux portes des établissements scolaires et universitaires, puisque les mobilisations s'annoncent massives pour le reste de la semaine, selon les médias français. La France traverse une crise politique et sociale d'une rare intensité depuis plusieurs semaines, marquée par une contestation qui met à rude épreuve un gouvernement en grande difficulté. À six mois de l'élection présidentielle, le pays fait face à une double vague de mécontentement : la colère de la jeunesse contre les conditions d'apprentissage et la sélection, et la fronde citoyenne contre la vie chère, alimentée par la flambée des prix du gaz et des carburants. Les manifestations massives de ces derniers samedis contre la vie chère ont souvent donné lieu à des violences, des affrontements sporadiques avec les forces de l'ordre, des dégradations diverses et des pillages de commerces, soldés par des centaines d'interpellations. Face à cette situation, le pouvoir exécutif peine à apporter des réponses pleinement satisfaisantes. Les dernières annonces gouvernementales, incluant le remplacement programmé de la plateforme Parcoursup d'ici 2028, l'annulation de suppressions de postes et la création de 500 postes supplémentaires dans l'Éducation nationale, sont jugées insuffisantes par la rue, qui réclame des mesures d'envergure pour le pouvoir d'achat et des moyens massifs pour les services publics. Hier encore, à l'occasion de la rentrée scolaire après une quinzaine de jours de vacances, la crise s'est traduite par une reprise visible des mobilisations, bien que le ministère de l'Éducation nationale ait recensé 41 lycées bloqués, soit seulement 1 % des établissements au niveau national, qualifiant la situation de «résiduelle». Face à ces chiffres officiels, les organisations syndicales opposent des chiffres bien plus alarmants pour le gouvernement. À Toulouse, par exemple, l'Union syndicale lycéenne (USL) avance que 13 des 16 lycées publics de la ville sont mobilisés, notamment les lycées Berthelot, Saint-Sernin et des Arènes. À Paris, des blocages et des filtrages ont touché les lycées Hélène-Boucher, Turgot et Sophie-Germain. Enfin, à Marseille, des tensions passagères ont opposé des élèves mobilisés à des parents d'élèves devant la cité scolaire Marseilleveyre, avant le retour au calme. Alors que l'Élysée et le ministre de l'Éducation nationale, Édouard Geffray, ont exhorté les élèves à un retour immédiat en classe, et que le Premier ministre, Sébastien Lecornu, s'est dit prêt à recevoir de nouveau les représentants des lycéens et des étudiants, les syndicats durcissent le ton. L'Union nationale des étudiants de France (UNEF), l'Union étudiante et l'Union syndicale lycéenne (USL) ont appelé à généraliser les blocages dans les universités et les lycées pour aujourd'hui mardi 3 novembre, qualifiée de «journée noire». Cela étant, le front de la contestation ne s'arrête pas aux portes des établissements scolaires et universitaires, puisque les mobilisations s'annoncent massives pour le reste de la semaine, toujours selon les relais médiatiques français. Jeudi 5 novembre, l'ensemble des salariés des secteurs public et privé est appelé à descendre dans la rue et à faire grève pour exiger des réponses concrètes sur le pouvoir d'achat, un mouvement de grève intersyndical auquel les organisations de jeunesse invitent à se joindre activement. Parallèlement, le climat demeure hautement inflammable avec l'apparition de mouvements et d'appels inspirés des «Gilets jaunes» pour les journées de vendredi et samedi, menaçant de paralyser durablement l'activité économique et le quotidien des citoyens. Prise en étau entre l'intransigeance d'une jeunesse mobilisée et une fronde populaire nourrie par l'angoisse de l'inflation et de la précarité, la France apparaît aujourd'hui profondément embourbée dans une crise systémique où chaque tentative d'apaisement de l'exécutif se heurte à la profonde défiance d'une société en rupture de ban.

LIBAN:
Poursuite des frappes et des destructions dans le Sud

Poursuite des frappes aériennes, des bombardements et des démolitions de maisons par l'armée dans plusieurs districts du sud du Liban. Les agressions sionistes se sont poursuivies mardi dans plusieurs régions du sud du Liban, affirment des sources médiatiques faisant état de bombardements d'artillerie, de frappes aériennes, et de destructions d'habitations et d'infrastructures.

Tirs intensifs et des incursions terrestres

Dans le district de Bint Jbeil, l'artillerie sioniste a bombardé la localité de Hadatha, tandis qu'une frappe aérienne a visé Aita al-Jabal. Dans le district de Sour, des véhicules militaires de l'armée sioniste ont pénétré dans la localité d'Al-Mansouri, parallèlement à des tirs d'artillerie ayant visé cette zone. La plaine de Marjayoun a également été ciblée par cinq obus, tandis que les forces d'occupation ont effectué d'intenses tirs à l'arme automatique depuis leur position dans la localité d'Al-Khiam en direction de la région de Nabaa Ibil Al Saky. Dans le district de Nabatiyé, l'armée sioniste a poursuivi les opérations de démolition de maisons et de destruction d'infrastructures dans la localité de Zawtar al-Charkiyé. Des bulldozers ont notamment été aperçus en train de démolir des habitations dans le quartier d'Al-Anissi, alors que la localité continue d'être la cible quasi quotidienne d'explosions de maisons et de frappes aériennes visant ses périphéries. Ces agressions s'inscrivent dans le cadre de la poursuite de l'escalade dans le sud du Liban, marquée par des bombardements, des mouvements militaires et des opérations de destruction touchant plusieurs localités frontalières.

YEMEN :
Plus de 300.000 personnes déplacées au cours des deux derniers mois (OIM)

Plus de 300.000 personnes ont été contraintes de fuir leurs foyers au Yémen en raison de l'intensification du conflit dans ce pays, dont la majorité de ces déplacements ont eu lieu au cours des deux derniers mois, annoncé dimanche l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). L'organisation onusienne a appelé, dans un communiqué, à protéger les civils et les travailleurs humanitaires, tout en garantissant un accès humanitaire sûr et sans entrave, notamment dans les zones difficiles d'accès de Taëz. "Après des années de conflit, les familles au Yémen sont de nouveau forcées de fuir, souvent avec pour seuls biens les vêtements qu'elles portent", a déclaré Abdusattor Esoev, chef de mission de l'OIM au Yémen. Il a également souligné l'urgence des besoins humanitaires, notamment en matière d'hébergement, d'alimentation, d'eau potable et de soins de santé, avertissant que, sans financements supplémentaires, des milliers de familles pourraient être privées de l'assistance dont elles ont désespérément besoin. Cinq équipes médicales mobiles de l'OIM interviennent dans quatre gouvernorats (Marib, Lahj, Aden et Taëz). Alors que les besoins humanitaires augmentent, l'OIM estime à 45 millions de dollars (40 millions d'euros) le financement nécessaire au cours des six prochains mois pour fournir une assistance vitale, notamment en matière d'hébergement, d'aide financière d'urgence, de soins de santé, d'accès à l'eau potable, d'assainissement et de protection des populations déplacées.

Quotidien national d'informations culturelles
ED DIWAN

SAHARA OCCIDENTAL :

Guterres rappelle le droit à l'autodétermination

Le non-renouvellement du mandat de la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) ''n'annule pas" le droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination, a affirmé ce dimanche le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres.



Dans un communiqué transmis par son porte-parole, Stéphane Dujarric, le secrétaire général a rappelé que la MINURSO a été créée pour protéger et servir le peuple du Sahara occidental, notamment en lui permettant d'exercer son droit à l'autodétermination. Il a souligné que l'absence de résolution du Conseil de sécurité sur l'avenir de la mission ne remet pas en cause ces droits et appelé toutes les parties à les respecter et à les promouvoir. Le mandat de la MINURSO, arrivé à expiration samedi 31 octobre, n'a pas été renouvelé. Aucun des deux projets de résolution présentés vendredi par les États-Unis et la Russie n'a été adopté. Antonio Guterres a réaffirmé l'engagement des Nations unies à soutenir les deux parties au conflit afin de parvenir à une solution politique juste, durable et acceptable, garantissant le droit du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination. Alors que l'avenir de la mission reste incertain, l'ONU se dit prête à poursuivre son soutien au dialogue et à la recherche d'un règlement du conflit, par l'intermédiaire de l'envoyé personnel du secrétaire général, Staffan de Mistura.

Le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination «demeure reconnu»

La fin du mandat de la mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental (MINURSO) «ne signifie pas» que l'organisation a mis fin au processus de décolonisation, affirme la plateforme «N'oubliez pas le Sahara occidental», soulignant que le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination «demeure reconnu». Dans une analyse publiée lundi, la plateforme fait remarquer que le Plan de règlement du conflit, accepté par le Maroc et le Front Polisario en 1988 et entériné par le Conseil de sécurité de l'ONU, est «antérieur à la création de la Mission et n'a pas été expressément abrogé». Elle rappelle, dans ce contexte, que ce Plan de règlement n'émane pas de la MINURSO. «Le Maroc et le Front Polisario ont accepté les propositions des Nations unies et de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) en août 1988. La résolution 658 de juin 1990 a entériné ce processus et la résolution 690 d'avril 1991 a créé la MINURSO afin de contribuer à sa mise en œuvre et d'organiser le référendum d'autodétermination», note la même source, précisant que la MINURSO «était donc un instrument créé pour concrétiser des engagements antérieurs. Sa dissolution n'entraîne pas, en soi, l'abrogation dudit Plan de règlement» du conflit. Bien que le plan est «désormais privé de l'instrument chargé de son application, le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui demeure reconnu», soutient ce média. Il en veut pour preuve, l'engagement réaffirmé par le secrétaire général de l'ONU à aider les deux parties à parvenir à une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable qui permette l'autodétermination du peuple du Sahara occidental. Le départ de la MINURSO «ne remet nullement en cause le droit inaliénable à l'autodétermination du peuple du Sahara occidental», a souligné dimanche Antonio Guterres dans une déclaration prononcée par son porte-parole, confirmant la poursuite des efforts de médiation de Staffan de Mistura. Selon la plateforme «N'oubliez pas le Sahara occidental», la déclaration officielle du secrétaire général de l'ONU établit «une distinction cruciale». «C'est une Mission de maintien de la paix qui prend fin et non le droit qui a justifié sa création», a-t-elle expliqué.

USA :

Petit scrutin mais gros enjeu pour Trump

C'est un traditionnel rendez-vous de mi-parcours, mais aux allures d'épreuve de vérité. Le mardi 3 novembre 2026, jour officiel de l'«Election Day», les électeurs américains sont appelés aux urnes pour renouveler la totalité des 435 membres de la Chambre des représentants, 35 sièges du Sénat sur 100, ainsi que 36 postes de gouverneurs. Sur le papier, il s'agit d'un simple ajustement parlementaire. Dans les faits, l'enjeu est colossal pour le maître de la Maison-Blanche, contraint à un slalom politico-diplomatique complexe et déroutant à toute analyse. L'ampleur de l'échéance se fait déjà sentir sur le terrain : plus de 52 millions d'Américains ont d'ores et déjà voté par correspondance ou en personne. Un chiffre record qui dépasse largement les niveaux des midterms de 2022 et témoigne d'un pays sous tension, suspendu au verdict des urnes.



Le maître de la Maison-Blanche face à ses engagements MAGA

Depuis son retour aux affaires, Donald Trump a ferraillé, forcé, menacé et imposé ses choix sur tous les fronts. Qu'il s'agisse de taxes douanières spectaculaires, de montées de tension face à l'Iran, de la levée des sanctions sur le gasoil russe pour faire baisser le prix du gallon à la pompe, ou encore de coups de force à l'international, comme au Venezuela, le président a tout tenté pour boucler la première moitié de son mandat en frappant fort. Pourtant, cette frénésie décisionnelle se heurte aujourd'hui aux réalités quotidiennes des citoyens. En voulant honorer ses engagements «Make America Great Again», le président a perdu en chemin quelques-uns de ses fervents partisans, à commencer par une frange de la jeunesse déçue. L'exercice du pouvoir a transformé la courbe de croissance économique en un véritable échocardiogramme, au gré des imprécisions, des décisions hâtives et des reculades. Pour dépasser la crise, l'administration s'est affairée à ajuster ses options économiques en préconisant de dégraisser le mammouth des aides publiques. Mais les salves de tarifs douaniers, parfois mal élaborées ou élastiques, ont d'abord eu pour effet de tendre les relations avec la concurrence — notamment avec la Chine dont les leviers de résistance ont fait plier l'homme à la casquette rouge. Aujourd'hui, l'inflation et le coût de la vie restent les priorités absolues des foyers américains, fragilisant l'argument du pouvoir d'achat.

Un Sénat qui peut tout faire basculer

Le compte à rebours est lancé, et le rapport de force est précaire. Les républicains ne possèdent qu'une très courte majorité. Il suffirait aux démocrates de faire basculer seulement 4 sièges à la Chambre et 4 sièges au Sénat pour reprendre le contrôle total du Congrès et paralyser la suite du mandat. C'est donc un bras de fer d'une rare intensité qui se joue dans les États clés (battleground states) que sont le Maine, l'Ohio, le Texas, le Michigan, le Kansas ou l'Alaska. Une défaite au Sénat offrirait à l'opposition la capacité de faire obstacle aux décisions présidentielles et d'ouvrir des enquêtes parlementaires explosives. Ce sprint final est d'ailleurs électrisé par des controverses logistiques et des retards postaux, notamment en Floride, poussant les responsables locaux à inciter les citoyens à voter directement en personne.

Une onde de choc diplomatique et stratégique

Cette bataille politique aura des répercussions bien au-delà des frontières de l'Union. Le style trumpien, oscillant entre pressions directes pour faire baisser les prix et révisions brutales des alliances, a fini par écorner l'image du pays auprès des communautés et des partenaires internationaux. Qu'il s'agisse du Moyen-Orient, de l'Ukraine, du Royaume-Uni ou du Canada, la méthode diplomatique a laissé des traces. Si l'opposition s'empare du Congrès, elle ne manquera pas d'activer la War Powers Resolution pour limiter les initiatives militaires sans consentement explicite, tout en freinant la politique des décrets et le repli isolationniste. Donald Trump passe, pour ainsi dire, un test décisif. Au-delà du caractère de référendum sur sa personne, ce scrutin déterminera sa capacité à gouverner pour les deux années à venir. Même si les premiers résultats tomberont dans la nuit du 3 au 4 novembre, les dépouillements complexes en Californie ou en Alaska pourraient bien faire durer le suspense pendant plusieurs jours encore.

COLERE SOCIALE EN FRANCE :

779 interpellations lors des manifestations de samedi

Quelque 779 personnes ont été interpellées en France samedi, lors d'une mobilisation contre la vie chère, ont rapporté dimanche des médias locaux. Selon l'intersyndicale jeunesse, qui regroupe des syndicats ou des associations représentatives du monde lycéen et étudiant, près de 500.000 personnes ont manifesté samedi en France, dont 200.000 à Paris. Cette nouvelle journée de mobilisation traduit l'élargissement d'un mouvement initialement déclenché à la mi-septembre par des lycéens réclamant davantage de moyens et d'enseignants ainsi que la rénovation des établissements scolaires, avant de fédérer des revendications plus larges autour du coût de la vie et du pouvoir d'achat. La persistance de la contestation intervient dans un contexte de fortes tensions autour du maintien de l'ordre. Les restrictions imposées aux parcours des manifestations, notamment leur éloignement des centres-villes, ont également alimenté les critiques des organisateurs, qui dénoncent des entraves au droit de manifester. Le mouvement pourrait se prolonger dans les prochains jours, plusieurs organisations ayant appelé au blocage des lycées et des universités mardi et jeudi, tandis qu'une journée de grève à l'appel des syndicats est également prévue jeudi prochain.

MIDTERMS 2026 :

Au Minnesota, « comme partout en Amérique, le rejet de Donald Trump est immense »

Larry Jacobs, professeur en sciences politiques à l'université du Minnesota-Twin Cities, estime que l'animosité envers le président américain dans cet Etat traumatisé par les violences de la police de l'immigration n'éclipse pas les facteurs locaux. Ainsi la candidate démocrate au Sénat, Peggy Flanagan, pourrait-elle être considérée comme trop à gauche par les électeurs indécis ou modérés. Le Minnesota a été profondément marqué par les opérations de l'ICE, la police de l'immigration, devenue l'un des symboles du deuxième mandat de Donald Trump. Deux Américains, Renee Good et Alex Pretti, ont été abattus par des agents fédéraux en janvier, ce qui a provoqué une puissante mobilisation citoyenne et un recul du gouvernement dans sa politique anti-immigration. Les élections de mi-mandat, le 3 novembre, sont l'occasion de mesurer l'impact de ces événements sur le vote local. Si la course pour le poste de gouverneur est largement dominée par la démocrate Amy Klobuchar, avec une avance dans les sondages supérieure à 10 points, la campagne sénatoriale est plus resserrée. Selon les derniers sondages, la démocrate Peggy Flanagan, vice-gouverneure de l'Etat, possède un avantage de 4 à 5 points sur la républicaine Michele Tafoya, une ancienne journaliste sportive d'ESPN. Larry Jacobs, professeur en sciences politiques à l'université du Minnesota-Twin Cities et directeur du Centre d'études des politiques et de la gouvernance, décrypte pour Le Monde les ressorts de cette campagne.

« America », un ballet dont Trump est l'anti-héros

Dans ce ballet pour 12 danseurs, le chorégraphe Martin Harriague de l'Opéra Grand Avignon se joue de l'image burlesque, cartoonesque, à la fois « divertissante et glaçante » du président américain.



Un spectacle à découvrir lors de l'événement du « Monde » « Quel monde après Trump ? », organisé au Grand Rex le 10 novembre et diffusé en direct dans des cinémas partenaires. A la tête du Ballet de l'Opéra Grand Avignon depuis novembre 2024, et bientôt directeur du CCN Ballet Biarritz, le chorégraphe Martin Harriague s'est passionné pendant des années pour Donald Trump. Pas pour l'homme ou sa politique, mais pour le personnage qu'il incarne, à la fois fascinant et glaçant. Au point de concevoir tout un spectacle, America, où 12 danseurs évoluent au rythme de la voix du président américain et de musique électronique intense.

Quelle est la genèse de ce spectacle ?

M.H. Ce spectacle a commencé à voir le jour en 2016, année de la première élection de Donald Trump. Quand il est devenu président, je me suis intéressé au personnage. Il était cartoonesque, à la limite du burlesque et de l'absurde. En l'écoutant, en le regardant, il est devenu une de mes obsessions. La rusticité de ses messages fait écho à la complexité du monde, la musicalité de son langage enrobe la grossièreté des mots, le discours célèbre à la fois l'amour et la force brutale, chante la fierté en nous plongeant dans une nuit noire. Trump est à la fois un personnage divertissant et glaçant. Et avec lui triomphe l'art du spectacle. Alors pourquoi ne pas aller jusqu'au bout en en faisant un spectacle ! Au départ, j'ai créé des saynètes en m'inspirant d'une phrase, d'un mot qu'il avait prononcé. Entre 2016 et 2019, j'ai ainsi écrit une dizaine de pièces. Puis, quand il s'est présenté pour la troisième fois en 2024 et qu'il a été élu, j'ai tout regroupé chronologiquement pour en faire un seul spectacle appelé America. C'est le premier que j'ai présenté lorsque je suis devenu directeur du ballet de l'Opéra Grand Avignon, quelques jours après son élection.

« America » mêle danse, vidéos, sonores de Trump, musique électronique. C'est une pièce explosive qui présente la figure et la rhétorique du président américain. Comment l'avez-vous imaginée ?

M.H. Au départ, j'ai réalisé un gros travail d'archivage, presque journalistique. Pendant huit ans, j'ai suivi tout ce qu'il faisait et disait. Je me suis intéressé à la signification des mots, j'ai étudié les sonorités, les rythmes, les réactions du public. J'ai même assisté à un meeting en octobre 2024 au Madison Square Garden à New York. Je voulais ressentir l'engouement du public et l'énergie que dégageait le candidat Trump. C'était la première fois que je le voyais en vrai, tout comme ses militants, ses collaborateurs, son entourage, d'Elon Musk à Melania Trump, du catcheur Hulk Hogan à J. D. Vance. Honnêtement, je me suis pris une claque. Entre peur et excitation. Les 20 000 militants criaient comme s'ils avaient Michael Jackson devant les yeux !

DANS « UN HIVER RUSSE » :

Le réalisateur Patric Chiha capte le spleen d'une jeunesse en exil



Le cinéaste autrichien réussit un étonnant dispositif esthétique, où il recueille la parole de ses protagonistes, de jeunes russes qui ont fui leur pays, au lendemain de l'invasion de l'Ukraine en 2022. Patric Chiha, styliste et cinéaste, formé au montage à l'Institut national supérieur des arts du spectacle et des techniques de diffusion de Bruxelles, fait des films documentaires « quand il ne comprend pas tout ». Né en 1975, le réalisateur autrichien, aux origines hongroise et libanaise, crée, dans chacune de ses œuvres, de fabuleux écrins fictionnels et fantasmatiques, pour y recueillir la parole de ses protagonistes : celle de jeunes Roms des Balkans, venus se prostituer en Europe occidentale (Brothers of the Night, 2017) ; celle de danseurs qui s'inventent des histoires, en marge de la création de Crowd (2017), de la chorégraphe Gisèle Vienne (Si c'était de l'amour, 2020). Le réalisateur a aussi magnifiquement sculpté le temps dans La Bête dans la jungle (2023), librement adapté du roman du même nom (paru en 1903), de Henry James (1843-1916), saisissant le vertige d'un homme (Tom Mercier) qui passe à côté de sa vie. Dans Un hiver russe, son sixième long-métrage, il a sorti les ciseaux pour découper ses personnages dans le décor irréel d'une banlieue parisienne, pareille à une maquette de promoteur. Les héros de ce nouveau film sont de jeunes exilés russes, que Patric Chiha a d'abord rencontrés à Istanbul, en Turquie, alors qu'ils venaient de fuir leur pays, après l'invasion à grande échelle de l'Ukraine, en 2022.

La Fondation Hermès alliée à quatre théâtres pour coproduire des spectacles

Le festival Transforme, créé par la fondation d'entreprise de la marque de luxe, apporte chaque année 1,5 million d'euros au financement de plus d'une dizaine de créations d'œuvres pluridisciplinaires. En ces temps de coupes budgétaires devenues la norme dans le spectacle vivant, le festival Transforme, créé en 2023 par la Fondation d'entreprise Hermès, a mis en place avec quatre théâtres – celui de la Cité internationale à Paris, La Comédie de Clermont à Clermont-Ferrand, les Subs à Lyon et le Théâtre national de Bretagne à Rennes – une collaboration aussi singulière qu'innovante. « C'est un festival de créations », souligne Nathalie Vimeux, la directrice déléguée du Théâtre de la Cité internationale. « On prend le risque d'accompagner les artistes très tôt, sans avoir vu leur spectacle », ajoute-t-elle. La Fondation Hermès apporte 1,5 million d'euros par an, ce qui permet de cofinancer plus d'une dizaine de créations chaque année. La fondation effectue d'abord un premier tri dans les quelque 300 dossiers de candidature reçus avant de procéder à un choix collectif avec les quatre théâtres. « Dans cet espace de coproduction inédit, nous choisissons chacun les spectacles qui correspondent à notre ligne éditoriale », explique Anne Cuisset, la directrice déléguée du Théâtre national de Bretagne.

JOANN SFAR:

«On voudrait bien éviter le Terminator des livres»

L'affaire Thélyson Orélien secoue le monde littéraire français. L'auteur est accusé d'avoir utilisé l'IA pour écrire son roman. Que reste-t-il aux créateurs à l'heure de l'intelligence artificielle ? Joann Sfar, dessinateur et auteur de « Cohen contre l'intelligence ou comment survivre à l'I.A. ? » est l'invité de RFI ce 29 septembre 2026.

Michel Foucher: «L'Afrique dit au monde "cessez de nous traiter comme une périphérie"»

Michel Foucher, diplomate, géographe, ancien ambassadeur de France et auteur de La contestation des frontières (CNRS éditions) est le grand invité international de RFI. L'ONU a adopté une résolution pour promouvoir une nouvelle carte du monde. Une cartographie plus proche de la réalité. Le ministre togolais des Affaires étrangères, Robert Dussey, appelle à « décoloniser la géographie ».

Marche pour le climat: «Il ne faut pas qu'on oublie l'été 2026»

Près de 260 rassemblements sont prévus, ce samedi 26 septembre, en France. Des marches pour le climat organisées dans tout le pays, après un été caniculaire, marqué aussi par des incendies records et par une sécheresse qui perdure. Gabriel Mazzolini, porte-parole de l'association Les amis de la Terre, est notre grand invité international.

Jean Tirole: «L'Europe doit se donner les moyens de résister»

Jean Tirole, prix Nobel d'économie et co-auteur de Économie du désordre mondial (Éd. Albin Michel) est l'invité de RFI ce jeudi 24 septembre 2026. Face à la puissance des États-Unis et de la Chine, l'Europe risque le déclassement économique et technologique. Jean Tirole estime que l'Europe doit changer de priorités et de méthode

FESTIVAL DE CINEMA DE SAN SEBASTIAN:

Des tranches d'histoire de l'Argentine

Les films en provenance d'Amérique latine sont particulièrement présents pour cette 74e édition du festival international du film de San Sebastián. Au-delà de la section « Horizontes latinos » qui leur est traditionnellement consacrée, ils investissent la sélection officielle, les nouvelles formes cinématographiques de Zabaltegui Tabakalera, la section Nouveaux réalisateurs, etc.

Comme à son habitude, l'Argentine fournit encore cette année une moisson foisonnante de films et interroge dans plusieurs d'entre eux son histoire contemporaine, mais en remontant, cette fois, aux années 1950. Parmi toutes les productions, cette 74e édition voit le retour à l'écran du couple Naishtat-Alché, déjà récompensé en 2023 pour Puan, El profesor. Ils proposent cette année un documentaire, Pedro en el país, qui nous raconte une tranche de l'histoire argentine et plus largement latino-américaine depuis les années cinquante, et Benjamín Naishtat signe seul une fiction qui prend également ses racines dans les mêmes années, Glaxo, présenté dans la compétition officielle.

Septembre 1955, le général Juan Domingo Perón est renversé par un coup d'État militaire. Ses militants sont pourchassés, certains liquidés pour l'exemple.

Le célèbre livre de Rodolfo Walsh, Operación Masacre, fait précisément référence à l'exécution collective qui ouvre le film. Un policier, interprété par Marcelo Subiotto, récompensé en 2023 à San Sebastian pour son rôle de professeur dans Puan, excelle dans la répression. Personnage trouble et inquiétant, on le retrouve des années plus tard dans une petite bourgade de la pampa où vivent quatre copains. Les filles, les bals, le rock, le fait de trouver du travail... les quatre jeunes ont les préoccupations de beaucoup de garçons de leur génération, mais la rencontre avec le policier – désormais à la retraite, mais qui a gardé le bras long – et surtout avec son épouse, bouleverse leur amitié.

Le cinéma algérien, un témoin de la mémoire de la lutte armée pour la libération nationale

La naissance et l'évolution du cinéma algérien durant la lutte armée pour la libération nationale ont été au centre d'une conférence animée, dimanche soir à Constantine, par l'écrivain Abdelkrim Tazaroute, dans le cadre de la 5e édition de la manifestation "Ciné-Cirta", organisée sous le slogan "le cinéma amateur: l'autre mémoire du cinéma algérien", inaugurée samedi soir à l'occasion de la célébration du 72e anniversaire du déclenchement de la révolution de libération nationale.



Lors de cette rencontre, le conférencier a mis en lumière le rôle du cinéma dans la préservation et la transmission de la mémoire nationale, en rappelant que la production cinématographique algérienne avait commencé à prendre forme durant la lutte armée pour la libération nationale, à travers des œuvres documentaires destinées, notamment à témoigner des réalités du combat libérateur et à faire connaître la cause algérienne.L'intervenant a notamment évoqué le court métrage "Yasmina" (1961), ainsi que le parcours de Jacques Charby et sa contribution au cinéma engagé en faveur de la cause algérienne. Il est également revenu sur plusieurs œuvres emblématiques du cinéma national, à l'image de "Le Vent des Aurès", "L'Opium et le Bâton", "Patrouille à l'Est" et "La Bataille d'Alger", qui ont contribué à immortaliser différentes facettes de la lutte pour l'indépendance et ses profondes répercussions humaines et sociales. Soulignant la portée historique et culturelle du septième art, l'intervenant a estimé que "le cinéma est un repère et le miroir de nos gloires", considérant que chaque œuvre cinématographique constitue, au-delà de sa dimension artistique, un document susceptible d'alimenter la recherche, les études et le travail de mémoire. La conférence a ainsi permis de souligner l'importance du patrimoine cinématographique algérien comme support de transmission de l'histoire nationale aux nouvelles générations et comme espace de réflexion sur les événements qui ont marqué le parcours du peuple algérien. Un film documentaire sur les cinéastes de la liberté de Saïd Mehdaoui a été également projeté dans le cadre de cette manifestation devant se poursuivre jusqu'au 4 novembre.

NORI ROUIKEM, ALIAS KAMATCHO:

Une vie en "Kahla ou Beida" et en couleurs

Le comédien sétifien Nori Rouikem, plus connu sous le sobriquet de Kamatcho, faisait partie des artistes honorés, samedi soir, lors de l'ouverture des 1ères Journées algériennes du cinéma contemporain organisées à El Eulma (Sétif) par la coopérative culturelle locale "El Khayam Semiramis". La salve d'applaudissements nourris et les vivats ayant accompagné la montée sur scène de cet artiste ô combien attachant, en dit long sur la popularité de Kamatcho et sur la place qu'il occupe dans le cœur de tous ceux qui l'ont découvert il y a plus de 46 ans, sur le petit écran, dans le film "Kahla Ou Beida" d'Abderrahmane Bouguermouh. Généralement confiné à des seconds rôles, campant généralement des personnages d'arrière-plan, Nori Rouikem parvenait, de par sa forte présence et sa personnalité à ravir la vedette aux stars. Avec son physique particulier, son regard malicieux, combiné à un sens de la répartie hors-pair, il irradiait une joie communicative. Rien, pourtant, ne semblait prédestiner ce personnage très attachant à une carrière sur les planches d'un théâtre ou devant une caméra de télévision. Adolescent, il menait une vie tranquille et discrète, passant le plus clair de son temps dans son quartier de "Tandja" (nom donné à la cité Yahiaoui de Sétif, la plus populaire de la ville) au milieu de ses copains, discutant des sujets les plus en vogue : le football et l'Entente de Sétif. Cependant, ces réunions d'El Houma, Kamatcho les entrecoupait de plus en plus souvent de virées à la Maison de la culture Houari-Boumediene où il s'adonnait à son autre passion, juste après le football : le théâtre. Régulièrement sollicité par ses amis comédiens et metteurs en scène, en particulier le monologuiste Tewfik Mezaâche, surtout connu pour ses one man shows ("Lemfartas", "Fordja" et "Moins 5"), Kamatcho participe régulièrement à des pièces de théâtre produites à Sétif et voyage aux quatre coins du pays dans le cadre de tournées. C'est Mezaâche qui, le premier, donnera sa chance à Kamatcho en lui confiant un rôle dans une pièce écrite par lui-même, intitulée "El harragoua Es Sarrab". Kamatcho entre ainsi de plain-pied dans une carrière de comédien- amateur de plus en plus demandé. Sa carrière d'acteur de théâtre reste toutefois modeste, pour ne pas dire confidentielle jusqu'à cette fraîche après-midi du printemps 1979. Ce jour-là, se souvient Kamatcho, "je me trouvais au quartier, avec mes copains habituels, lorsqu'une voiture immatriculée 16, stoppa à ma hauteur, et un monsieur que je ne connaissais pas, à l'époque, en descendit et se dirigea vers moi". Il s'agissait, en fait, poursuit-il, du regretté Abderrahmane Bouguermouh qui venait d'effectuer des repérages à Sétif en vue du tournage du fameux "Kahla oua Beïda", le téléfilm qui allait défrayer la chronique à sa sortie en 1980 et donc chaque rediffusion par la télévision nationale constitue jusqu'à aujourd'hui l'événement du jour dans la capitale des Hauts plateaux. "Bouguermouh m'a d'abord sondé pour voir si j'accepterais un rôle dans son film", se souvient-il avant d'enchaîner: "Vous parlez si j'allais accepter !"Abderrahmane Bouguermouh confia alors à Kamatcho une copie du scenario avant de lui fixer rendez-vous pour le lendemain au café "Chez Ali", non loin de la fontaine d'Ain Fouara où allait être donné, quelques jours plus tard, le premier tour de manivelle de "Kahla oua Beida".

.. Et c'était parti !

Kamatcho, qui gardera ce surnom dans le film (un sobriquet qui lui avait été collé par



Nabil Zaghlaoui, ancien footballeur de l'Entente aujourd'hui établi en Tunisie) avoue avoir été quelque peu "intimidé", au début, en prenant connaissance du casting du film. Cette œuvre d'Abderrahmane Bouguermouh met en vedette, en effet, une brochette de comédiens parmi les plus célèbres du cinéma algérien. "Vous vous rendez compte? Moi qui ne m'étais jamais tenu devant une caméra j'allais jouer sous la direction d'Abderrahmane Bouguermouh aux côtés de Chafia Boudraâ, Sid-Ahmed Agoumi, Ahmed Benaïssa, Kaci Ksentini, El Amine Benmaâmar et autres. C'était un rêve que je vivais les yeux grands ouverts et auquel j'avais du mal à croire", raconte Kamatcho, les yeux pétillants. Toutefois, l'effet de surprise s'estompant, Nori Rouikem, aujourd'hui âgé de près de 64 ans, tint parfaitement son rôle aux côtés de stars qu'il adulait, poussant même, pour les besoins du film, la chansonnette en interprétant "Sbart sbart", un classique de la musique Staïfie qui figurera parmi les moments les plus émouvants du film de Bouguermouh. Cette toute première expérience de Kamatcho devant la caméra, même s'il n'était pas l'acteur principal de "Kahla oua Beida", lui a tracé une voie d'acteur à part entière puisqu'il est régulièrement distribué dans des téléfilms et autres sitcoms produits par la télévision algérienne. Prenant à cœur les rôles qui lui sont confiés, Kamatcho, parrainé par son ami de toujours Lamri Kaouane –un autre comédien de grand talent– fait partie des "chouchous" de nombreux réalisateurs algériens qui lui confient, encore aujourd'hui, des rôles dans des séries télévisées familiales diffusées en général durant les veillées du mois sacré de Ramadhan. Véritable enfant du quartier "Tandja", Nori a gravi les échelons du spectacle jusqu'aux studios de la télévision algérienne, marquant de son empreinte l'aventure de "Kahla ou Beida". Rares sont ceux qui réussissent à vivre pleinement de leur art, mais lui a su à faire de sa passion le moteur d'une vie professionnelle réussie.

KHENCHELA :

Un final haut en couleurs pour le 3e Festival national de la musique et de la chanson chaouies

C'est dans une ambiance festive et devant un public nombreux que s'est achevée, samedi après-midi, à la maison de la culture Ali-Souaihi de Khenchela, la 3ème édition du Festival culturel national de la musique et de la chanson chaouies. La cérémonie de clôture de cet événement culturel (qui avait repris son cours le 29 octobre dernier), organisée sous le slogan "La musique et la chanson chaouies, une culture qui vibre, une créativité qui se renouvelle", a été présidée par le wali, Salim Harizi, accompagné du directeur de la culture et des arts, Mohamed El Alouani. Un festival haut en couleurs qui a permis de présenter à un public enthousiaste et conquis des spectacles folkloriques puisés du patrimoine des Aurès. Les spectacles offerts par la troupe "Igoudhar Mascula", l'Association régionale des arts et de la préservation du patrimoine chaoui, et le groupe de l'Association Aïda pour la revitalisation du patrimoine chaoui, ont ravi le public qui a créé une ambiance festive reflétant l'attachement des familles Aurésiennes à leur riche patrimoine culturel. Le commissaire du festival, l'artiste Abdelhamid Bouzaher, a déclaré à l'APS que cette édition a "atteint ses objectifs en mettant en valeur le patrimoine chaoui et en œuvrant à sa préservation", avant de souligner "la performance exceptionnelle des 18 artistes et des 7 troupes folkloriques qui se sont succédé sur scène et enchanté l'assistance avec des mélodies remarquables et des chansons chaouies authentiques". Pour rappel, la cérémonie d'ouverture de cette manifestation culturelle nationale avait eu lieu, une première fois, le 15 juillet dernier sous la supervision de Mme Mebarka Kadouri, inspectrice au ministère de la Culture et des Arts, représentant la ministre du secteur, Mme Malika Bendouda, en présence du wali de Khenchela, Salim Harizi, avant que le festival ne soit suspendu en raison des incendies de forêt qui avaient affecté plusieurs wilayas du pays au cours de l'été dernier.

SETIF :

Des ateliers de formation cinématographique au profit de 80 jeunes

Les travaux des ateliers de formation accompagnant la 1e édition des Journées internationales du cinéma contemporain d'Algérie ont débuté dimanche au Théâtre régional de la ville d'El Eulma (à l'est de Sétif), dans le cadre de cette manifestation qui se poursuivra jusqu'au 4 novembre, avec la participation de 80 jeunes. Il s'agit de quatre ateliers de formation portant sur "le scénario", "l'interprétation cinématographique", "l'assistanat à la réalisation" et "la prise de son", au profit de 80 jeunes issus de plusieurs wilayas du pays, qui recevront des cours théoriques et pratiques dispensés par des experts du domaine cinématographique tout au long de la manifestation, a indiqué le commissaire de cet événement, Amine Bouzerara, à l'APS. Le même responsable a ajouté que l'ensemble des participants aux ateliers de formations est constitué de jeunes talents, notamment des étudiants de l'Institut national supérieur du cinéma de Koléa (wilaya de Tipasa), ainsi que des passionnés autodidactes désireux de développer et d'enrichir leurs créations artistiques. Il a précisé que ces ateliers sont encadrés par des experts reconnus : l'atelier "Scénario" est supervisé par le conseiller à l'Institut supérieur du cinéma, Bachir Ben Salem, l'atelier "Interprétation" a été confié aux acteurs Mahfoud Berkan et Ali Namous, l'atelier "Assistant réalisateur" au réalisateur Nazim Larabi, et l'atelier "Technicien de la prise de son" à l'ingénieur du son Kamel Mekesser. De son côté, l'universitaire chargé de l'encadrement de l'atelier du scénario, Bachir Ben Salem, a indiqué que les participants à cet atelier recevront, au cours de quatre séances, les principes fondamentaux de l'écriture scénaristique, notamment l'élaboration de l'idée et du thème du film, la construction des personnages, leur évolution ainsi que la structure dramatique. Il a ajouté que l'objectif de ces ateliers est de permettre aux participants de traduire leurs idées en textes cinématographiques exploitables visuellement, de découvrir et de développer les talents, et de leur enseigner l'art de construire une histoire et une scène, ainsi que la rédaction de descriptions visuelles et sonores selon les normes du scénario cinématographique. Pour sa part, le spécialiste Mahfoud Berkan, diplômé de l'Institut national supérieur des arts dramatiques de Bordj El Kiffan et superviseur de l'atelier d'interprétation, a souligné que l'accent sera mis, durant la formation, sur la distinction entre le jeu théâtral et le jeu cinématographique, précisant que cet atelier est davantage pratique qu'académique. Il convient de noter que le deuxième jour de cette première édition des Journées internationales du cinéma contemporain sera marqué par le lancement de la compétition officielle des courts métrages pour l'attribution des boucliers d'or, d'argent et de bronze. La soirée de dimanche est marquée par la projection de 10 films en lice dans le cadre de la compétition officielle dont "La victime zéro" (Algérie), "La Terre du corbeau" (Irak) et "Demi-âme" (Tunisie). Pour rappel, cette manifestation culturelle est organisée par la coopérative culturelle "Khiam Semiramis" de la ville d'El Eulma, sous le patronage de la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, et sous l'égide du wali de Sétif, Mustapha Limani, ainsi que de la Direction de la culture et des arts de la wilaya. Elle se tient sous le slogan "Quand l'image prend la parole", à l'occasion de la commémoration du 72e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de libération nationale.

29ÈME SILA:

«Quel rôle pour l'intellectuel aujourd'hui ?», thème d'une conférence

Une conférence intitulée, «Quel rôle pour l'intellectuel aujourd'hui ?», a été animée, dimanche à Alger, par l'écrivain chercheur et analyste, Ahmed Bensaâda, en présence de la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda.

S'exprimant lors de cette rencontre organisée dans le cadre du 29e Salon international du livre d'Alger (SILA) à l'espace Tahar-Ouettar du pavillon «Palestine», l'universitaire Ahmed Bensaâda a d'abord souligné l'importance pour l'intellectuel, de «pouvoir rendre possible ce qui est nécessaire pour le bien-être de sa société et la prospérité de sa cité». Propos valorisés et repris par la ministre de la Culture et des Arts, dans une courte intervention dans laquelle elle a rappelé que l'intellectuel «devrait être au courant de tous les sujets qui concernent sa cité et son rapport au monde». «Nous souhaitons que l'intellectuel joue un rôle clé dans la protection de la spécificité culturelle algérienne», a estimé Mme Bendouda, avant d'ajouter, «nous allons y travailler ensemble en organisant des colloques et des rencontres au Palais de la Culture». «Nous sommes dans une bataille que nous devons mener ensemble jusqu'à la victoire», a-t-elle déclaré, avant de conclure, «nous devons nous unir autour de l'Algérie et la protection de ses objectifs et sa culture, le reste appartiendra au débat».



L'intellectuel, c'est cet individu à l'»esprit rationnel, empreint d'humanisme et d'objectivité», qui «lie sa réflexion et son savoir universel à l'action, celle-ci même devant être au service de son pays et des causes justes», a souligné M. Bensaâda. Comparant l'»intellectuel» à l'»expert» et au «commentateur» à l'heure des réseaux sociaux et des Fake News, M. Bensaâda a mis en avant «la rigueur et la conscience qui caractérisent le travail de cet éclaireur de l'opinion, qui prend le temps de décrypter et d'analyser, tout en étant au fait de tous les procédés de manipulation, visant à désinformer et induire en erreur. M. Bensaâda a souligné au passage, l'«importance du rôle des médias et leur vigilance à parer à toute manipulation malsaine de l'information», ainsi que la nécessité de «renforcer la sécurité culturelle pour protéger le pays et se prémunir des guerres cognitives, outil de manipulation et d'altération de la pensée et de l'opinion publique». «Pour ce faire, il faut développer des contre-récits ancrés dans une connaissance profonde de la société», a-t-il conclu. Tout au long de ce Salon, les visiteurs pourront rencontrer des auteurs algériens et étrangers venus présenter leurs nouvelles œuvres et participer à des conférences et rencontres dans le cadre du programme culturel de cette édition. Ouvert jusqu'au 7 novembre de 10h00 à 19h00, le 29e SILA enregistre la participation de 1.567 maisons d'édition représentant 51 pays, dont 350 maisons d'édition algériennes.

Le 29e SILA consacre un espace à l'histoire et à la mémoire en mapping 3D

Le 29e édition du Salon international du livre d'Alger (SILA), qui se tient du 28 octobre au 7 novembre au Palais des expositions des Pins, innove en consacrant à l'histoire et à la Mémoire un dispositif de mapping 3D, une technologie audiovisuelle qui offre une expérience immersive à travers des projections d'images. Déployé au pavillon Gourara et accessible gratuitement, ce dispositif offre une immersion d'une durée de dix minutes, aux visiteurs pour redécouvrir les grandes périodes qui ont marqué l'histoire de l'Algérie, depuis l'Antiquité jusqu'à la lutte pour l'indépendance et les étapes de la construction de l'État algérien. Cette louable initiative, qui coïncide avec le 72e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de libération nationale, permet aussi de promouvoir le tourisme culturel et patrimonial, en mettant en valeur les richesses et l'héritage du pays et de les transmettre, via les nouvelles technologies aux jeunes générations.

Après la RAM et les SSD, l'IA provoque une nouvelle pénurie encore plus inquiétante

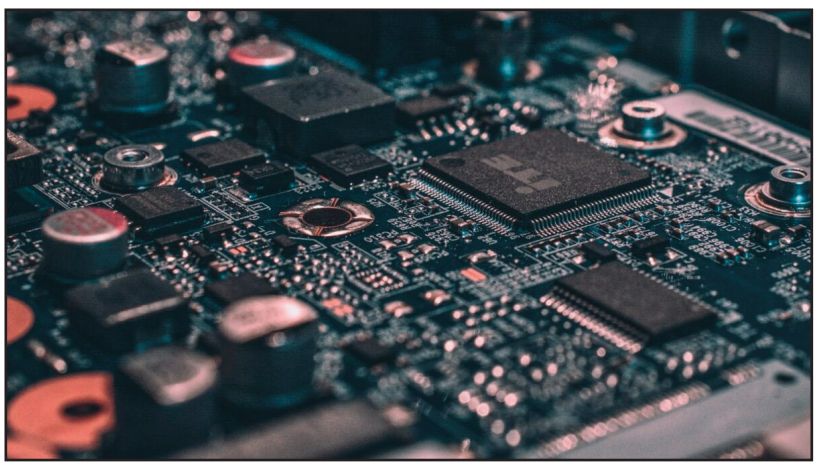
Après la RAM, les SSD et les cartes graphiques, l'intelligence artificielle provoque une nouvelle crise qui pourrait toucher l'ensemble de nos appareils électroniques. Les circuits imprimés, indispensables à leur fabrication, deviennent de plus en plus difficiles à obtenir, avec des délais de livraison atteignant désormais 30 mois. L'industrie de l'intelligence artificielle continue de s'accaparer des ressources industrielles qui servaient auparavant à la fabrication d'ordinateurs personnels, d'appareils en tout genre et d'autres équipements électroniques grand public. Après avoir entraîné de très importantes hausses tarifaires sur la mémoire vive, les cartes graphiques et les SSD tout au long de l'année 2026, la crise des composants informatiques n'est pas finie, et maintenant, on attaque un problème nettement plus grave, la crise du PCB.Et le PCB, c'est un vrai problème. Il y en a partout, il est indispensable pour créer tout composant informatique, de la barrette de RAM, au SSD, à la carte mère, carte graphique, processeur, … C'est cette petite plaque de 1 à 2 mm d'épaisseur sur laquelle tout tient. Vous voyez où on veut en venir ?

Des fabricants de PC déjà en difficulté

Un responsable d'un fabricant américain de PC, sous couvert d'anonymat, a confié à nos confrères de chez Nikkei Asia que son entreprise peinait à sécuriser un approvisionnement suffisant en PCB, même si les ventes de PC devraient à nouveau reculer l'an prochain. Cette difficulté concerne la planification des produits pour l'année à venir. Plusieurs intervenants interrogés par le média attribuent cette situation à la demande croissante liée au calcul pour l'intelligence artificielle, qui mobilise une part grandissante des capacités de production.

Des délais qui s'allongent fortement

Nikkei Asia a également interrogé des acteurs situés plus en amont dans la chaîne d'approvisionnement, à savoir les fabricants de PCB eux-mêmes ainsi que les fournisseurs des matériaux nécessaires à leur production. Selon ces témoignages, la demande en PCB pour les usages les plus classiques et habituels, se trouve désormais moins bien servie face aux commandes liées à l'IA, qui bénéficient de conditions plus avantageuses. Un fabricant de PCB a indiqué que les délais de livraison avaient doublé pour un nombre significatif de produits. Certaines commandes sont dorénavant honorées sous … 30 mois. Un autre fournisseur a précisé qu'une commande passée aujourd'hui ne serait pas livrée avant la fin de l'année 2028.



Une hausse marquée du coût des matériaux

Si les fabricants de PCB prévoient comme les constructeurs de RAM, d'investir pour étendre leurs capacités, ils doivent également s'assurer de l'approvisionnement en plusieurs matériaux situés plus en amont, comme les stratifiés cuivrés (copper clad laminates, ou CCL) et la fibre de verre spécifique utilisée dans la fabrication des circuits imprimés. Un fabricant de PC taïwanais a noté que le coût des CCL avait été multiplié par au moins 12 depuis juillet. Par ailleurs, l'un des principaux fournisseurs mondiaux de CCL a indiqué à Nikkei Asia que son carnet de commandes était déjà rempli jusqu'en 2030, et ce malgré des projets visant à tripler ses capacités de production d'ici 2028.

UN PARI A 115 MILLIARDS DE DOLLARS : Nouveau deal record dans l'IA

Le fabricant américain de puces Marvell rachète un spécialiste des composants pour data centers dans l'une des transactions les plus importantes jamais réalisées dans la tech. C'est le deal de l'année à Wall Street, et l'une des plus grosses transactions jamais réalisées dans le monde de la tech. Lundi 2 novembre, l'américain Marvell a annoncé le rachat de son compatriote Lumentum, pour une valeur d'entreprise de 115 milliards de dollars. L'ampleur de cette opération, qui marie deux entreprises cotées inconnues du grand public, illustre la croissance exceptionnelle de l'écosystème IA, gonflée par les investissements sans commune mesure des géants de la tech, comme Meta, Google, ou Amazon, dans les infrastructures IA. Marvell et Lumentum bénéficient justement de cette flambée.

Les actions liées à l'IA aident enfin la Fed à lutter contre l'inflation en baissant



La chute des actions liées à l'intelligence artificielle (IA) pourrait relâcher la pression sur les taux d'intérêt américains. Jennifer Lee, économiste principale chez BMO Capital Markets, estime que ce repli pourrait faciliter la lutte de la Réserve fédérale (Fed) contre l'inflation. Lee a partagé cette analyse sur Bloomberg This Weekend le 1er novembre. Pour les investisseurs crypto, cela ajoute un second effet à une correction qui avait déjà fait baisser les actifs numériques.

Comment le boom de la construction autour de l'IA a maintenu des coûts d'emprunt élevés

La semaine dernière, le Nasdaq-100 est entré dans sa troisième correction de 2026, tandis que le S&P 500 a reculé de 1,8 % vendredi. Lee a expliqué à Bloomberg que les hyperscalers avaient besoin de sommes considérables pour construire leurs centres de données. Leur demande de dette d'entreprise a été l'un des facteurs ayant tiré les taux d'intérêt vers le haut. Des prix de l'énergie élevés et des inquiétudes budgétaires sont venues s'ajouter à cette pression, selon elle. Certains détenteurs de bons du Trésor américain pourraient également être des acheteurs moins fiables qu'auparavant. Cette vague de construction a aussi détourné terrains, main-d'œuvre qualifiée et matériaux d'autres secteurs. Lee affirme que ce phénomène d'éviction a amplifié l'inflation, pouvant ainsi la rendre plus persistante et durable. « Donc, s'ils se replient un peu, cela montre qu'il pourrait y avoir un certain ralentissement dans… Toute cette demande, toute cette construction de centres de données, et cela aiderait finalement la Fed à remplir sa mission et à faire baisser l'inflation », a déclaré Lee.

Que signifie cela pour la crypto ?

Les propos de Jennifer Lee se concentrent sur l'économie américaine. Toutefois, ce même repli touche la crypto au travers de deux canaux distincts. Le premier canal concerne l'appétit pour le risque. Tom Lee, président de BitMine, a lié la récente baisse de la crypto à celle de l'IA lors du communiqué de l'entreprise publié le 26 octobre. « La crypto a été entraînée vers le bas par les mêmes facteurs de 'retrait du risque' qui ont frappé l'IA. Contrairement à fin 2025 et début 2026, les replis de la crypto ont été relativement contenus. L'ETH a perdu 13 % par rapport à son récent sommet tandis que les semi-conducteurs américains ($SOXX) ont reculé de 20 % sur la même période », a souligné Tom Lee. Le second canal est celui des taux d'intérêt, susceptible de jouer en sens inverse. Si la correction permet de maintenir des taux plus bas, les obligations et les liquidités offriraient des rendements plus faibles. Cela rendrait des actifs comme le Bitcoin (BTC) et l'Ethereum (ETH) relativement plus attractifs. Les deux effets se manifestent également à des rythmes différents. Le choc du « risk-off » est immédiat, tandis que l'impact de l'allègement monétaire dépend de la stabilité des taux sur plusieurs semaines. Cet allègement reste toutefois limité. La Fed a relevé ses taux de 25 points de base le 16 septembre. Elle les a ensuite maintenus entre 3,75 % et 4 % le 28 octobre, 2 responsables ayant voté pour une nouvelle hausse.

أخبار وطنية

روبورتاجات

تحقيقات

حوارات

تسالي...

الديوان

يومية وطنية متخصصة ثقافية

EL-DIWAAN

ED DIWAN
Quotidien national d'informations culturelles
2402
Mercredi 04 Novembre 2026

SURETE NATIONALE:

Récupération de 20 véhicules volés

Une opération de la SCLCO a permis de démanteler un réseau criminel organisé transfrontalier spécialisé dans le vol et le trafic de véhicules. La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) annonce, en effet, le démantèlement d'un réseau criminel organisé transfrontalier, spécialisé dans le vol et le trafic de véhicules, à l'issue d'une opération menée par le Service central de lutte contre le crime organisé (SCLCO), d'après un communiqué de la cellule de communication de la DGSN.

Arrestation de 18 individus

Cette intervention a permis de récupérer 20 véhicules de différentes catégories et cylindrées. Parmi eux figurent des véhicules volés dans différentes régions du pays, ainsi que d'autres faisant l'objet de recherches internationales par l'intermédiaire d'Interpol. Selon les précisions fournies par la DGSN, les investigations techniques et les recherches sur le terrain, menées par les enquêteurs du service central dans plusieurs wilayas du pays, ont abouti à l'arrestation de 18 individus appartenant à cette organisation criminelle.

74 millions de centimes récupérés

Les investigations ont également permis la saisie de 40 dossiers de base ainsi que de documents administratifs falsifiés, utilisés par les membres du réseau pour remettre en circulation les véhicules volés sous de fausses identités et avec des données administratives frauduleuses. L'opération, réalisée sous la supervision du parquet compétent, a également donné lieu à la récupération d'une somme d'argent estimée à 74 millions de centimes, provenant des activités criminelles du réseau, ainsi qu'à la saisie de plaques d'immatriculation falsifiées. À l'issue des procédures d'enquête, les 18 suspects ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Rouiba, à Alger.

N.Nadia

PETROLE:

Le baril de Brent décroche à 104,77 dollars

Les prix du pétrole ont décroché lundi soir, le marché étant très attentif aux évolutions des tensions au Moyen-Orient. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en janvier, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, a perdu 7,64 %, à 104,77 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en décembre, a glissé de 7,36 % à 96,46 dollars.

RD CONGO :

Près de 29 millions de personnes face à une grave crise alimentaire

Près de 29 millions de personnes souffrent d'insécurité alimentaire aiguë en RDC, aggravée par les conflits et les épidémies selon l'IPC. En République démocratique du Congo (RDC), près d'un quart de la population, soit 28,8 millions de personnes, fait face à une insécurité alimentaire aiguë, selon la dernière analyse du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC). Dans l'est du pays, les conflits, les déplacements de population et les épidémies, dont Ebola, aggravent une situation déjà précaire.

SIDI BEL-ABBES :

Saisie de plus de 200 kg de kif traité et arrestation de deux individus



Les éléments de la brigade criminelle de la sûreté de wilaya de Sidi Bel-Abbes sont parvenus, au cours de la semaine écoulée, à saisir 225,4 kg de kif traité et à arrêter deux individus impliqués, a-t-on appris, hier lundi, auprès de la cellule de communication et des relations publiques de ce corps sécuritaire. La même source a précisé que l'affaire a débuté suite à l'exploitation d'informations faisant état de la présence de deux individus en possession d'une quantité de stupéfiants (kif traité) destinée à la commercialisation dans la ville de Sidi Bel-Abbes. Un plan de sécurité a alors été mis en place, aboutissant à leur arrestation ainsi qu'à la saisie de la quantité de drogue susmentionnée, en plus d'une somme de 300.000 DA issue des revenus de ce trafic. Après l'achèvement de toutes les étapes de l'enquête, menée sous la supervision du procureur de la République près le tribunal de Sidi Bel-Abbes, les suspects ont été présentés devant la juridiction territorialement compétente, a-t-on indiqué.

S. Souad

NEPAL :

Deux hélicoptères se percutent près de l'Everest, un ressortissant étranger tué



Deux appareils se sont heurtés à l'approche de leur zone d'atterrissage près de l'Everest, mardi 3 novembre. Selon la police népalaise, l'accident a coûté la vie à un ressortissant étranger et une autre personne a été hospitalisée. Un citoyen indien a été tué et un touriste néo-zélandais blessé mardi lors d'une collision à l'atterrissage entre deux hélicoptères dans la région du mont Everest au Népal, a-t-on appris auprès de la police. Les hélicoptères sont fréquemment utilisés dans le pays himalayen pour transporter touristes, alpinistes et ravitaillement et mener des opérations de secours. Le relief accidenté et la météo capricieuse rendent leurs conditions de vol périlleuses.

Des vols soumis au relief et à la météo

Les deux engins, appartenant aux compagnies Fishtail Air et Air Dynasty, se sont heurtés pour des raisons encore indéterminées à l'approche de l'héliport de Pheriche, dans un ciel que les vidéos diffusées sur les réseaux sociaux présentent comme parfaitement clair. «Le touriste indien âgé de 47 ans est mort sur le coup», a déclaré à l'AFP un responsable de la police du district de Solukhumbu, Nabin Raja Budhathoki. «La personne blessée est un ressortissant néo-zélandais d'origine indienne âgé de 53 ans», a ajouté M. Budhathoki sans autre détail, «il a été transporté par voie aérienne à Katmandou pour y être hospitalisé». Des milliers de grimpeurs et autres randonneurs affluent tous les ans au Népal, siège de 8 des 14 sommets de plus de 8000 m de la planète.

F.Kheira

TRAITEMENT PARTIAL ET RACISTE DE L'INFORMATION :

500 000 signatures pour fermer CNews



Une pétition en ligne hébergée sur le site officiel de l'Assemblée nationale française et réclamant la suppression pure et simple de la chaîne de télévision CNews du paysage audiovisuel français a officiellement dépassé la barre des 500,000 signatures, ont annoncé hier plusieurs médias français. Lancée initialement au mois de juin par un simple particulier, cette initiative citoyenne a connu une accélération fulgurante et inattendue fin octobre, à la suite de l'attentat raciste perpétré le 23 octobre à Trappes, dans la région parisienne, où un Français de 39 ans, Kévin T., avait ouvert le feu délibérément sur des personnes de type musulman, africain ou nord-africain. Les initiateurs de la pétition estiment que la chaîne joue un rôle délétère en accordant une visibilité excessive aux discours stigmatisant les immigrés et l'islam. Dans leur démarche, les auteurs rappellent que «CNews n'est pas une chaîne d'information. C'est une machine de propagande». En effet, cette chaîne a déjà fait l'objet de nombreuses procédures judiciaires. La chaîne et ses intervenants se sont régulièrement retrouvés sous le feu des projecteurs pour des propos discriminatoires, à l'instar de la séquence du 29 septembre 2020 au cours de laquelle Éric Zemmour avait désigné les mineurs émigrés non-accompagnés comme des «voleurs», «violeurs», «assassins», et appelé à «ne plus en laisser rentrer aucun». Les condamnations prononcées par le tribunal correctionnel de Paris en janvier 2022 ont d'ailleurs été confirmées par la cour d'appel de Paris en septembre 2024. De surcroît, en mars dernier, une nouvelle polémique a éclaté lorsque le maire de Saint-Denis a été «comparé à un singe et à un chef de tribu», poussant des parlementaires à saisir l'Arcom pour ces propos jugés racistes. En juin dernier, le régulateur de l'audiovisuel avait mis en demeure la chaîne de corriger un «déséquilibre manifeste et durable dans l'expression des courants de pensée et d'opinion», ciblant en particulier le traitement récurrent des questions liées à l'immigration.

L.Nacer

ACCIDENT FERROVIAIRE EN ESPAGNE :

4 Américains, 1 Française et 1 Canadien parmi les victimes

Il s'agit du deuxième accident ferroviaire en Espagne cette année après celui qui a fait 46 morts en janvier en Andalousie. L'accident ferroviaire d'Urda, en Espagne, a fait 12 victimes étrangères parmi lesquelles quatre Américains, une Française et un Canadien, ont annoncé dimanche soir les autorités. Les autres victimes étrangères sont de nationalité japonaise, tunisienne, portugaise, mexicaine, tchèque et argentine. Selon un communiqué d'experts médico-légaux et de la police, 66 des 69 personnes qui ont perdu la vie dans ce désastre survenu mercredi dans la province de Tolède ont été identifiées. Trois personnes, deux de nationalité australienne et une de nationalité japonaise, restent portées disparues, selon la même source.

FOOTBALL:

Un joueur de deuxième division espagnole décède des suites d'un choc sur le terrain

Le footballeur espagnol Jesus de Miguel, attaquant du CD Tenerife, pensionnaire de deuxième division espagnole, est mort ce mardi 3 novembre 2026 des suites d'un choc survenu sur le terrain lundi soir. Le joueur de 30 avait été percuté dans les airs par le gardien équatoguinéen du club d'Andorre, Jesus Owono, avant d'être évacué en urgence à l'hôpital. L'attaquant du CD Tenerife Jesus de Miguel est décédé quelques heures après avoir été hospitalisé à la suite d'un choc violent avec le gardien adverse lors d'un match de deuxième division espagnole, a annoncé son club mardi 3 novembre 2026. « Brisés par la douleur, la gorge nouée et sans parvenir à croire que c'est la réalité, le CD Tenerife annonce le décès tragique, ce mardi 3 novembre 2026 à 8 h, de Jesus de Miguel », écrit le club dans un communiqué.

GUERRE EN UKRAINE:

29 morts dans une frappe russe, Kiev accuse Moscou de torpiller les espoirs de paix

Lundi 2 novembre, une frappe russe a tué au moins 29 personnes lors d'une distribution alimentaire près de Zaporijjia, dans le sud de l'Ukraine. Le président ukrainien Volodymyr Zelensky accuse Moscou de torpiller « tout progrès vers la paix ». Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a accusé ce lundi 2 novembre 2026 la Russie de torpiller tout « progrès vers la paix » après une frappe qui a tué au moins 29 personnes lors d'une distribution d'aide humanitaire dans le sud-est du pays. Les frappes se sont poursuivies dans la nuit du lundi 2 au mardi 3 novembre à travers l'Ukraine, touchant notamment un hôpital de Kherson, dans le nord-est, où 46 personnes ont été blessées et 200 patients évacués. Des installations énergétiques ont également été touchées dans plusieurs région.

ROUGEOLE :

L'État de New York enregistre son premier décès en trente ans, un enfant succombe

Pour la première fois depuis trente ans, la rougeole a fait une victime dans l'État de New York : un enfant du comté de Lewis, ont annoncé les autorités lundi 2 novembre. Ce décès survient quelques semaines après le déclenchement de l'état d'urgence face à la recrudescence des contaminations. Un enfant est décédé dans l'État de New York après avoir contracté la rougeole, premier cas mortel en 30 ans dans cette région des États-Unis, ont annoncé lundi les autorités. «J'ai le cœur brisé d'apprendre qu'un enfant du comté de Lewis est mort après avoir contracté la rougeole», a indiqué la gouverneure démocrate de l'État, Kathy Hochul, dans un communiqué.

Mort à 91 ans du chanteur Mighty Sparrow, pilier du calypso caribéen

Devenu célèbre grâce à la chanson Jean and Dinah, en 1956, l'artiste a porté haut les couleurs de la musique populaire de Trinité-et-Tobago. Alors qu'il célèbre les cinquante ans de son statut de république, Trinité-et-Tobago perd l'une de ses voix majeures. Les chansons de Mighty Sparrow ont scandé la vie du petit État insulaire, qui fait face au Venezuela. De son vrai nom Slinger Francisco, le pilier du calypso est décédé à New York, à l'âge de 91 ans. Son décès fait suite à une « brève maladie », précise le communiqué envoyé par sa famille.